REPUBLIQUE DU MALI

.....

Un Peuple-Un But- Une Foi

MINISTERE DU DEVELOPPEMENT RURAL

CELLULE DE PLANIFICATION ET DE STATISTIQUE DU SECTEUR DEVELOPPEMENT RURAL





RAPORT DU MALI

Concertation régionale sur la situation alimentaire et nutritionnelle au Sahel et en Afrique de l'Ouest

Nouakchott / République de Mauritanie du 1er au 3 Avril 2015





Avril 2015

SOMMAIRE

ABRÉVIATIONS ET SIGNES CONVENTIONNELS ..... *Erreur ! Signet non défini.*

INTRODUCTION ..... *Erreur ! Signet non défini.*

1. GENERALITES SUR LA CAMPAGNE AGRICOLE 2014/2015 ..... *Erreur ! Signet non défini.*

2. PRINCIPAUX RESULTATS DE LA CAMPAGNE ..... *Erreur ! Signet non défini.*

2.1. Données sur les superficies, les rendements et les productions par région Erreur ! Signet non défini.

2.1.1. Superficies ..... **Erreur ! Signet non défini.**

2.1.2. Productions ..... **Erreur ! Signet non défini.**

2.1.3. Rendements ..... **Erreur ! Signet non défini.**

2.1.4. Production d'autres cultures

2.1.5. Production/habitant

2.2. Calcul des proxys caloriques par Région

2.3. Eléments du bilan céréalier prévisionnel 2013/2014 ..... *Erreur ! Signet non défini.*

2.3.1 Population au 30/04/2014 ..... Erreur ! Signet non défini.

2.3.2. Production disponible ..... Erreur ! Signet non défini.

2.3.3. Norme de consommation ..... Erreur ! Signet non défini.

2.3.4 Stocks initiaux au 1er novembre 2013 ..... Erreur ! Signet non défini.

2.3.5 Stocks finaux prévus au 31 octobre 2014 ..... Erreur ! Signet non défini.

2.3..6 Prévisions d'importations et aides prévues du 01/11/13 au 31/10/2014 .... Erreur ! Signet non défini.

2.3.7. Prévisions d'exportations du 01/11/13 au 31/10/2014 ..... Erreur ! Signet non défini.

2.3.8. Bilan céréalier prévisionnel 2013/2014 ..... Erreur ! Signet non défini.

3. Situation des pâturages et du bétail ..... Erreur ! Signet non défini.

3.1. Evolution des pâturages et abreuvement des animaux ..... **Erreur ! Signet non défini.**

3.2. Situation zoo-sanitaire ..... **Erreur ! Signet non défini.**

3.3. Mouvements des animaux ..... **Erreur ! Signet non défini.**

4. La situation nutritionnelle ..... *Erreur ! Signet non défini.*

5- Evolution des prix des produits agro- alimentaires et du bétail et dynamique des marchés

5.1. Analyse de l'offre et de la demande et niveau des stocks ..... Erreur ! Signet non défini.

5.2. Evolution des prix des produits agricoles et du bétail

5.3. Flux des produits ..... Erreur ! Signet non défini.

3.3.2. Flux externes ..... **Erreur ! Signet non défini.**

5.4. Tendance des prix du bétail ..... Erreur ! Signet non défini.

Marchés à bétail ..... **Erreur ! Signet non défini.**

Termes de l'échange ..... **Erreur ! Signet non défini.**

3.5. Perspectives d'évolution de la situation alimentaire et des marchés d'ici juin ..... Erreur ! Signet non défini.

3.5.1. Sécurité alimentaire ..... **Erreur ! Signet non défini.**

6.1. ZONES ET POPULATIONS A RISQUE POUR LA CAMPAGNE AGRICOLE 2013-2014 **Erreur ! Signet non défini.**

6.1. Résumé des causes et du contexte

6.2. Résultats de l'analyse

6.3. Actions ou interventions d'urgence en cours et/ ou programmées à l'endroit des populations vulnérables (y compris celles de nutrition

4. CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS.....Erreur ! Signet non défini.

ABRÉVIATIONS ET SIGNES CONVENTIONNELS

AOPP : Association des Organisations Professionnelles Paysannes

ADRS : Agence pour le Développement des Riverains du Fleuve Sénégal

APCAM : Assemblée Permanente des Chambres d'Agriculture du Mali

BSSE Bureau Statistique Suivi/Evaluation

CPS/SDR : Cellule de Planification et de Statistique du Secteur du Développement Rural

CNOP : Coordination Nationale des Organisations Paysannes

CNLCP : Centre National de Lutte contre Criquet Pèlerin

CMDT : Compagnie Malienne pour le développement des textiles

CSA : Commisariat à la Sécurité Alimentaire

CSCPRP : Cadre Stratégique pour la croissance et la réduction de pauvreté

DNA : Direction Nationale de l'Agriculture

DNGR Direction Nationale du Génie Rural

DNPIA : Direction Nationale de la Production et de l'Industrie Animale

DRA Direction Régionale de l'Agriculture

DNP Direction Nationale de la Pêche

DRPSIAP Direction Régionale de la Planification, de la Statistique et de l'Informatique, de l'Aménagement du Territoire et de la Population

DNS : Direction Nationale de Santé

DNSV : Direction Nationale des Services Vétérinaires

EA Exploitations Agricoles

EAC Enquête Agricole de Conjoncture

EDSM : Enquête Démographique et de Santé au Mali

FAO : Organisation des Nations Unies Pour l'Alimentation et l'Agriculture

INSTAT : Institut National de la Statistique

LOA : Loi d'Orientation Agricole

MDR : Ministère du Développement Rural

ODR Opération de Développement Rural

ODRS Office du Développement Rural de Sélingué

OHVN Office de la Haute Vallée du Niger

ON Office du Niger

OPAM Office des Produits Agricoles du Mali

OPIB Office du Périmètre Irrigué de Baguinéda

ORM Office Riz Mopti

ORS Office Riz Ségou

PAM : Programme Alimentaire Mondiale

PAPAM : Programme d'Accroissement de la Productivité Agricole au Mali

PDA : Politique de Développement Agricole

PNIP-SA : Programme National d'Investissement Prioritaire du Secteur Agricole

PNISA : Plan National d'Investissement du Secteur Agricole

OMA : Observatoire du Marché Agricole

OMS : Organisation Mondiale de la Santé

PPIV Petits Périmètres Irrigués Villageois

RGA Recensement Général de l'Agriculture

RGPH Recensement Général de la Population et de l'Habitat

SAP : Système d'Alerte Précoce

SIE : Stock d'Intervention de l'Etat

SNS : Stock National de Sécurité

Introduction

Le présent rapport s'inscrit dans le cadre du suivi de la situation alimentaire et nutritionnelle issue des résultats définitifs de production de la campagne agricole 2014/2015 validés par les Acteurs du Secteur Développement Ruralimpliquées dans le suivi de la campagne agricole et des questions de sécurité alimentaire (CPS/SDR,le CSA, les Offices, la DNA, l'OPV, la DNP, la DNPIA, la DNSV, le SAPet l'OMA)
Il a pour but de faire le point des disponibilités alimentaires et nutritionnelles au Mali ; leur répartition spaciale afin d'édifier les décideurs et les partenaires au développement sur les zones à risque d'insécurité alimentaire pour mieux guider les prises de décision.
Les données qui le composent proviennent essentiellement de l'enquête agricole de conjoncture et des rapports d'activités annuels des directions des services centraux, des offices et projets/programmes du Secteur.

1. Généralités sur la Campagne Agricole 2014/2015

La Campagne Agricole 2014-2015 s'est déroulée dans un contexte marqué par la mise en œuvre des orientations du CSCPRP 3ème génération 2012-2017 (croissance moyenne du PIB agricole de 7,9 %) et la poursuite de la mise en œuvre de la LOA et de la PDA à travers les instruments de planification que sont : le PNIP-SA et le PNISA. A ce titre les objectifs ci-après lui avaient été assignés :

- la reprise en main des activités agricoles dans les zones libérées du pays ;
- la réduction de la pauvreté rurale, la souveraineté et la sécurité alimentaires ;
- la poursuite de l'appui à la modernisation de l'agriculture familiale et le développement de l'agro-industrie ;
- la protection de l'environnement et la gestion durable des ressources naturelles ;
- l'augmentation de la contribution du secteur rural à la croissance économique ;
- la poursuite de la mise en œuvre des programmes d'intensification agricole qui ont découlé de l'initiative riz à travers la subvention de certains intrants (engrais semences certifiées, appui-conseil, nouvelles technologie)
- la poursuite de la mise en œuvre des Programmes d'Aménagement et d'irrigation de proximité permettant de valoriser le potentiel « eau et terre » du pays.

Ainsi, la mise en œuvre du plan de campagne a bénéficié de conditions socio économiques favorables marquées par une situation alimentaire satisfaisante ; le placement à temps et en quantité suffisante des intrants agricoles subventionnés et le renforcement de l'appui-conseil.
Les activités de production Agricole 2014-2015 se sont déroulées dans des conditions agro climatiques particulières qui n'ont pas favorisé la maîtrise du calendrier agricole par les producteurs.

En effet, l'installation des pluies a été précoce en mai, avant que de faibles hauteurs soient enregistrées de la deuxième décade de juin à la deuxième décade de Juillet. C'est à partir de la troisième décade de Juillet que les précipitations se sont normalisées sur la plupart des zones agricoles. Cette normalisation s'est poursuivie en Septembre avec cependant quelques cas d'insuffisances dans certaines localités. En Octobre, les hauteurs de pluies importantes enregistrées dans certaines localités n'ont pas couvert toutes les zones agricoles créant ainsi des légers déficits de fin de campagne.

Au rythme de la pluviométrie, la montée des niveaux d'eau observée dans les hauts bassins, les cours d'eau et les points d'eau pour la campagne 2013-2014 est demeurée bas parrapport à l'année dernière et par rapport à la moyenne, notamment au niveau des principales stations : Sénégal (Kayes)-Niger (Koulikoro)-Bani (Mopti). Les déficits les plus marqués par rapport à l'année dernière et par rapport à la moyenne, durant cette campagne, ont été enregistrés dans le Bassin du Sénégal.

Les activités de production de la campagne ont été conduites par une population agricole estimée à 13 901 020 dont 49,98 % d'hommes et 50,02 % de femmes.

La production céréalière totale de la campagne 2014/2015 est estimée à 6 980 733 tonnes, composée de 31 % de riz ; 25 % de maïs ; 24,6 % de mil ; 18,2 % de sorgho, 0,6 % de blé et 0,5 % de fonio.

Elle enregistre un accroissement de **21,7%** par rapport à la campagne dernière.(6 980 733 tonnes contre 5 736 092 tonnes en 2013/2014) et de 12,82 % par rapport à la moyenne des 5 dernières campagnes.

Le bilan céréalier dégage un excédent commercialisable de plus de 1 831 330T. Ce qui laisse présager une bonne disponibilité des céréales dans le pays. Cette disponibilité est importante aussi bien dans les zones de bonne production que dans les zones qui connaissent une baisse de production notamment dans le sahel occidental et dans les régions du nord. L'approvisionnement des marchés est suffisant dans l'ensemble et les prix sont baisse par rapport à 2013/2014.

La situation pastorale et zoo sanitaire est dans l'ensemble satisfaisante. Les conditions générales d'élevage sont globalement moyennes à bonnes au centre et au sud du pays et moyennes à mauvaises dans les régions de Tombouctou, Gao et le Sahel Occidental où une plus longue soudure pastorale est attendue à cause de la faible production de biomasse.

Les prix des animaux sont normaux mais connaitront une baisse significative dans les zones de mauvais pâturage où les termes de l'échange seront défavorables aux éleveurs à la soudure. La persistance de l'insécurité dans le nord et le centre du pays affecte l'accès aux marchés et les activités génératrices de revenus.

Les moyens d'existence ont été négativement affectés dans les régions du nord du pays et le Sahel Occidental par l'insécurité, le déficit fourrager, la mauvaise production agricole et les mortalités excessives de bétail de la campagne précédente.

La consommation alimentaire est globalement acceptable mais sous pression ou pire dans certains cercles en raison surtout d'un score de consommation alimentaire pauvre élevé.

Le Taux de malnutrition aigüe est au-dessus du seuil d'alerte et structurellement préoccupant.

2. Résultats définitifs de la campagne agricole 2013/2014 :

La production agricole au Mali est estimée suivant trois approches :

- La production du secteur traditionnel fournie par l'Enquête Agricole de Conjoncture (EAC).
- La production du Secteur moderne fournie par les Offices de développement rizicole (Office du Niger ; Offices Riz Ségou ;Office riz Mopti ;Office du Périmètre Irrigué de Baguinéda ; Office de Développement Rural de Sélingué) et les PPIV de Mopti ; Tombouctou et Gao)
- La production de contre saison fournie par les mêmes Offices.

Il est à signaler que sur les 1070 SE initialement prévues par l'EACI, il a été effectivement enquêté 743 soit un taux de couverture de 82,4 %. Par ailleurs, 6464 exploitations ont été renseignées sur 8118 prévues soit 80% de réalisation. Les légers déficits s'expliquent par l'inaccessibilité de certaines parties du pays au moment de l'enquête(insécurité, inondations).

2.1. Données sur les superficies, les rendements et les productions par spéculation et par Région.

Les activités de production de la campagne ont été conduites par une population agricole estimée à 13 901 020 dont 49,98 % d'hommes et 50,02 % de femmes.

2.1.1. Superficies cultivées

Les superficies cultivées des différentes céréales au cours de la campagne 2014/2015 sont évaluées à 4 501 380 ha contre 3 660 988 ha en 2013/2014 ; soit une augmentation de 23% par rapport à la campagne 2013/2014. Cette situation semble être due à deux facteurs principaux, à savoir :

- Le démarrage précoce des semis et leur étalement dans le temps (taux important de semis tardif) ;
- Les mesures d'incitation entreprises par l'Etat (renforcement de la subvention des intrants) et les appuis des partenaires pour soutenir la production dans les zones nord du pays

Tableau 1: Superficie totale des céréales (Saison et contre saison)

	Mil	Sorgho	Riz	Maïs	Fonio	Blé/Orge	Total
KAYES	65 130	221 622	33 398	110 643	3 786	0	434 579
KOULIKORO	274 520	401 845	32 699	153 655	2 966	0	865 685
SIKASSO	186 969	278 464	92 003	485 255	3 445	0	1 046 137
SEGOU	565 247	230 295	209 145	50 804	32 975	251	1 088 716
MOPTI	564 816	61 956	193 040	1 652	12 532	0	833 995
TOMBOUCTOU	86 741	10 470	68 982	1 127		9 800	177 120
GAO			54 917			230	55 147
Total	**1 743 423**	**1 204 651**	**684 185**	**803 136**	**55 704**	**10 281**	**4 501 380**
Rappel 13/14	**1 437 037**	**937 525**	**604 745**	**640 526**	**34 255**	**6 900**	**3 660 988**

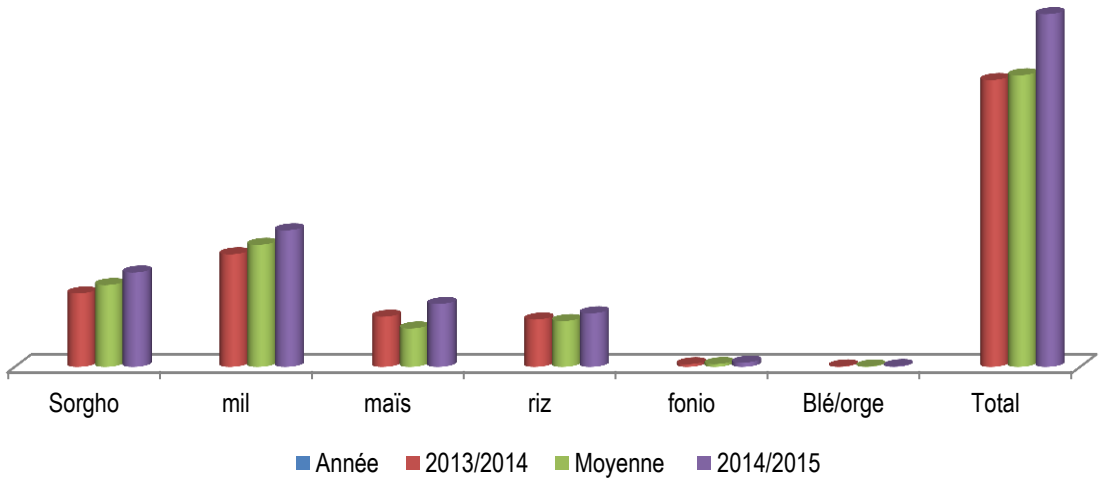
Source : EAC2014/2015, Offices, DNA

Le tableau montre que toutes les superficies céréalières sans exception ont connu des augmentations significatives aussi bien comparativement à la campagne précédente que par rapport à la moyenne des cinq (5) dernières années. Les plus grandes superficies sont enregistrées au niveau du mil soit 39% et du sorgho soit 27%. Il ressort également de l'analyse que Ségou occupe la plus grande superficie cultivée suivi de Sikasso et Koulikoro.

Tableau 2 : Evolution des superficies (en hectare) des céréales de 2009/2010 à 2014/2015

Cultures	Sorgho	mil	maïs	riz	fonio	Blé/orge	Total
Année							
2009/2010	919 407	1 439 713	374 075	526 784	30 307	5 101	3 295 387
2010/2011	1 257 011	1 257 043	362 079	615 936	36 326	3 935	3 532 330
2011/2012	863 457	1 784 179	495 385	576 460	37 755	4 810	3 762 046
2012/2013	1 245 569	1 873 644	580 881	602 100	43 809	9 947	4 355 950
2013/2014	937 525	1 437 037	640 526	604 745	34 255	6 900	3 660 988
Moyenne de 2009/2010 à 2013/2014	**1 044 594**	**1 558 323**	**490 589**	**585 205**	**36 490**	**6 139**	**3 721 340**
2014/2015	**1 204 651**	**1 743 423**	**803 136**	**684 185**	**55 704**	**10 281**	**4 501 380**
Variation par rapport à la moyenne de 09/10 à 13/14 (%)	**15,32**	**11,88**	**63,71**	**16,91**	**52,65**	**67,48**	**20,96**
Variation par rapport à la campagne 13/14(%)	**28,49**	**21,32**	**25,39**	**13,14**	**62,62**	**49,00**	**22,96**

Graphique 1 : Superficies cultivées en céréales lors des campagnes 2013/2014 et 2014/2015 comparées à la moyenne



2.1.2. PRODUCTIONS AGRICOLES

La production céréalière totale de la campagne 2014/2015 est estimée à 6 980 733 tonnes, composée de 31 % de riz ; 25 % de maïs ; 24,6 % de mil ; 18,2 % de sorgho, 0,6 % de blé et 0,5 % de fonio. Elleenregistreun accroissement de 21,7% par rapport à la campagne dernière.(6 980 733 tonnes contre 5 736 092 tonnes en 2013/2014).

A / Production issue des exploitations traditionnelles, des offices et de contre saison

Tableau 3 : Production des céréales issue des exploitations traditionnelles (secteur traditionnelle)

REGIONS	Mil	Sorgho	Riz	Maïs	Fonio	Blé/Orge	Total
KAYES	57 405	237 938	61 358	167 114	2 154		525 969
KOULIKORO	244 224	403 610	56 490	264 860	2 072		971 256
SIKASSO	219 903	326 631	258 334	1 195 978	2 145		2 002 991
SEGOU	608 789	225 488	212 540	92 327	22 767		1 161 911
MOPTI	488 987	61 743	293 322	2 808	8 144		855 005
TOMBOUCTOU	95 486	9 296	253 621	884	.		359 287
GAO	.	.	80 155	.	.		80 155
Total	**1 714 794**	**1 264 705**	**1 215 820**	**1 723 971**	**37 284**		**5 956 575**
Rappel13/14	**1 152 331**	**819 605**	**1 182 163**	**1 479 137**	**22 090**		**4 655 326**

Source : EAC2014/2015

b/ Tableau 4 : Production des céréalesissue des offices et de contre saison par région (secteur moderne et contre saison)

	Mil	Sorgho	Riz	Maïs	Fonio	Blé/Orge	Total
KAYES		4 680	3 200	3 525			**11 405**
KOULIKORO			18 968	400			**19 368**
SIKASSO			9 902	685			**10 587**
SEGOU			818 729	13 520		753	**833 002**
MOPTI			89 973				**89 973**
TOMBOUCTOU	250	2 495	7 088	1 925		44 100	**55 858**
GAO			3 150			815	**3 965**
Kidal							
Total	**250**	**7 175**	**951 010**	**20 055**	**-**	**45 668**	**1 024 158**
Rappel 13/14	**-**	**-**	**1 029 757**	**23 580**		**27 430**	**1 080 767**

Source : Offices et DNA

Tableau 5 : Production totale des céréales (Saison et contre saison)

	Mil	Sorgho	Riz	Maïs	Fonio	Blé/orge	Total
KAYES	57 405	242 618	64 558	170 639	2 154	0	537 374
KOULIKORO	244 224	403 610	75 458	265 260	2 072	0	990 624
SIKASSO	219 903	326 631	268 237	1 196 663	2 145	0	2 013 578
SEGOU	608 789	225 488	1 031 269	105 847	22 767	753	1 994 913
MOPTI	488 987	61 743	383 295	2 808	8 144	0	944 978
TOMBOUCTOU	95 736	11 791	260 709	2 809	-	44 100	415 145
GAO	-	-	83 305	-	-	815	84 120
Total	**1 715 044**	**1 271 880**	**2 166 830**	**1 744 026**	**37 284**	**45 668**	**6 980 733**
Rappel	**1 152 331**	**819 605**	**2 211 920**	**1 502 717**	**22 090**	**27 430**	**5 736 092**

Source : EAC2014/2015, Offices, DNA

Commentaires :

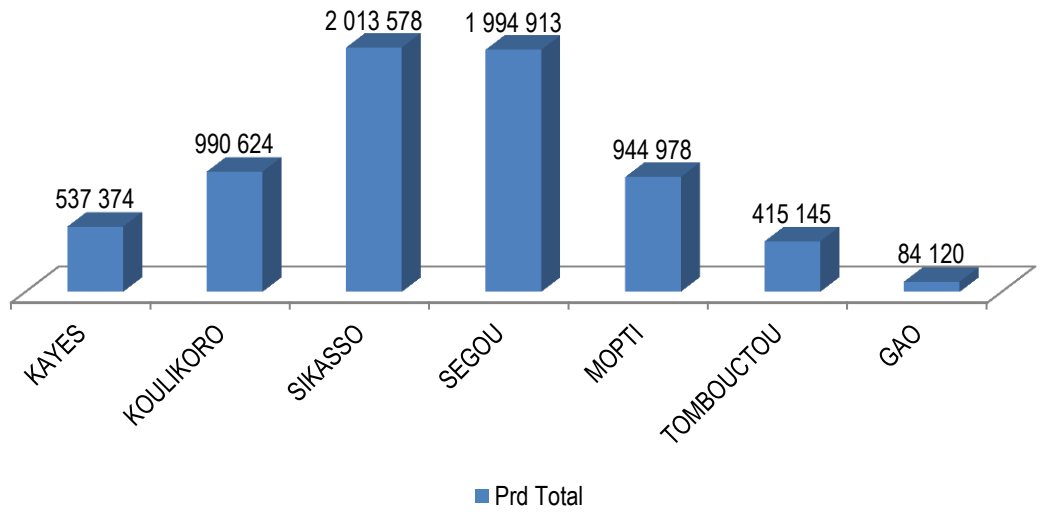
Toutes les céréales sèches enregistrent des hausses respectives de 68,78% pour le fonio ;55,18%de sorgho ;48,83% pour le mil et 16% pour le maïs. L'accroissement des productions du sorgho et du mil est le résultat combiné de celui des superficies et des rendements. Quant à celui du mais, il est essentiellement dû à la hausse de 25 % des superficies car cette spéculation a subi une légère baisse des rendements dûe à la sècheresse.

Par contre la production du riz, malgré les efforts consentis par l'Etat a enregistrée unelégère baissede 2% environ par rapport à la campagne passée. Cette baisse est imputable à la mauvaise performance des systèmes de riziculture de submersion libre et contrôlée ; de bas-fonds et de riz pluvialqui ont été victimes des poches de sècheresse et de la mauvaise crue des cours d'eau dans certaines localités.
Par rapport à la moyenne des cinq dernières années, la production céréalière globale est en hausse 12,82%. Seul le fonio est en baisse de 7%.

Répartition Régionale de la production par Région

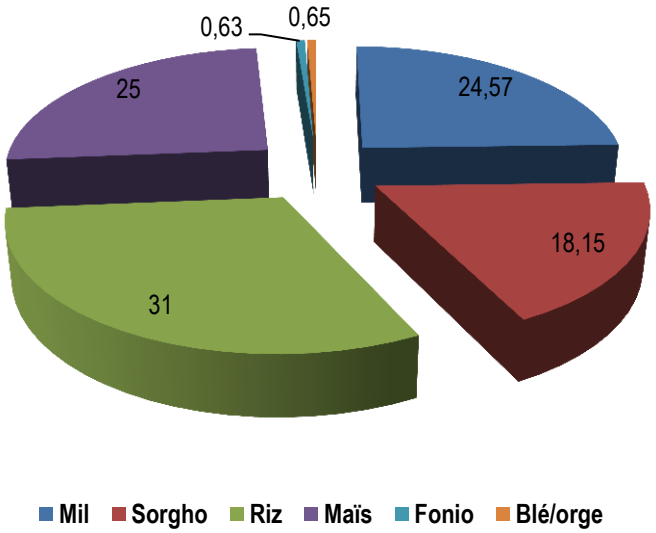
Deux régions détiennent l'essentiel de la production céréalière du pays avec environ 57,42 % du total. Il s'agit des Régions de Sikasso premier bassin national du maïs (28,84 %) et de Ségou réputé pour ses grandes potentialités rizicoles (28,58 %).

Graphique 2 : Répartition de la production totale de céréale par région



Répartition de la production par culture
L'analyse des résultats montre que le riz et le maïs de par leur constance restent toujours les cultures céréalières satellites du pays avec environ 56 % de la production totale. Cette situation est due au fait que ces deux cultures répondent mieux aux efforts d'intensification entreprises par le gouvernement depuis l'avènement de l'Initiative Riz (subvention des engrais ; aménagements rizicoles, équipement des producteurs, appui-conseil). Les autres spéculations évoluent en dents de scies en fonction du comportement de la pluviométrie et des ennemis des cultures.

Graphique 3 :



Evolution de la production céréalière du pays

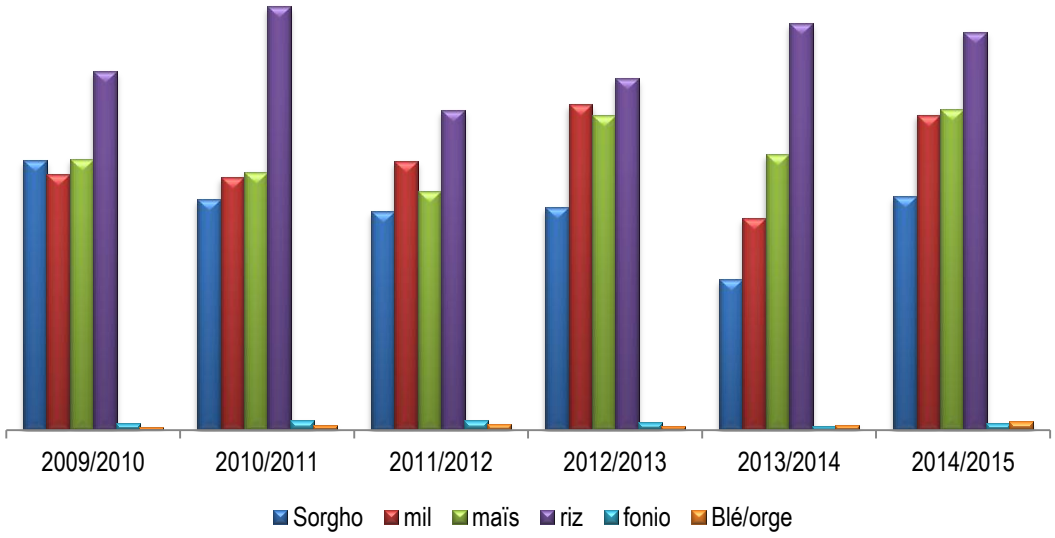
Malgré les difficultés agro climatiques et sécuritaires rencontrées pendant la campagne, la production céréalière 2014/2015 est la plus importante jamais atteinte par le pays. Cette situation est le couronnement des différentes politiques et réformes entreprises pour soutenir et sécuriser le secteur agricole.

Tableau 6 : Evolution de la production Céréalière (en tonne)

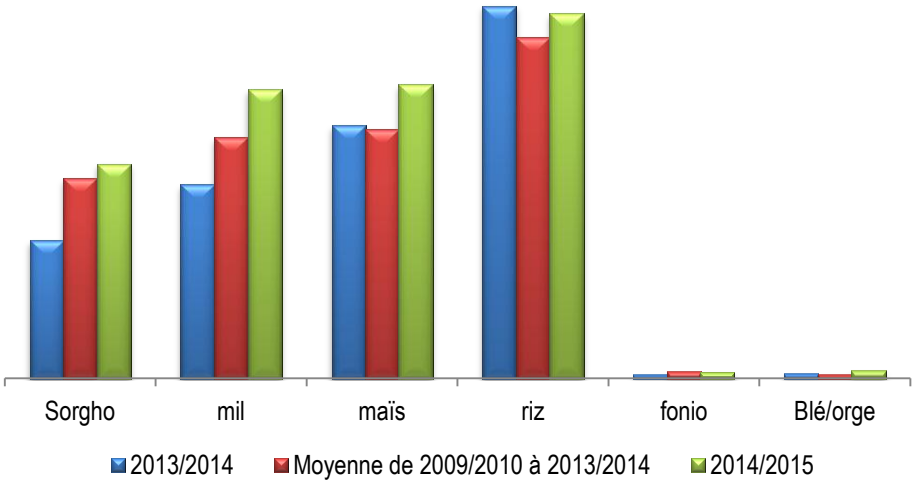
Cultures	Sorgho	mil	maïs	riz	fonio	Blé/orge	Total
Année							
2009/2010	1 465 620	1 390 410	1 476 995	1 950 805	35 480	15 132	6 334 442
2010/2011	1 256 806	1 373 342	1 403 576	2 305 612	52 346	23 788	6 415 470
2011/2012	1 191 020	1 462 139	1 298 234	1 741 472	51 021	33 842	5 777 728
2012/2013	1 212 440	1 772 275	1 713 736	1 914 867	40 071	21 038	6 674 427
2013/2014	819 605	1 152 331	1 502 717	2 211 920	22 090	27 430	5 736 093
Moyenne de 2009/2010 à 2013/2014	**1 189 098**	**1 430 099**	**1 479 052**	**2 024 935**	**40 202**	**24 246**	**6 187 632**
2014/2015	**1 271 880**	**1 715 044**	**1 744 026**	**2 166 830**	**37 284**	**45 668**	**6 980 733**
Variation par rapport à la moyenne de 09/10 à 13/14 (%)	**6,96**	**19,92**	**17,92**	**7,01**	**-7,26**	**88,35**	**12,82**
Variation par rapport à la campagne 13/14(%)	**55,18**	**48,83**	**16,06**	**-2,04**	**68,78**	**66,49**	**21,70**

Source : EAC/CPS-SDR

Graphique 4 : Evolution de la production céréalière



Graphique 5: Comparaison de la production céréalière definitive 2014/2015 à celle de 2013/2014 et à la moyenne des 5 dernières années (2009/2010 à 2013/2014)



2.1.3. RENDEMENT DU SECTEUR TRADITIONNEL

Au titre de la campagne agricole 2014/2015, les rendements issus du secteur traditionnel pour les céréales ont été globalement de 984 kg/ha pour le mil, 1 056 kg/ha pour le sorgho, 3 167 kg/ha pour le riz, 2 172 kg/ha pour le maïs et 669 kg/ha pour le fonio.

Tableau 7 : Rendement issu des exploitations agricoles traditionnelles (kg/ha)

REGIONS	Mil	Sorgho	Riz	Maïs	Fonio
KAYES	881	1 095	1 933	1 542	569
KOULIKORO	890	1 004	2 308	1 726	699
SIKASSO	1 176	1 173	2 916	2 466	623
SEGOU	1 077	979	4 931	2 083	690
MOPTI	866	997	1 986	1 700	650
TOMBOUCTOU	1 104	1 126	3 779	2 492	
GAO			1 517		
Mali	984	1 056	3 167	2 172	669

***Source** : EAC2014/2015*

Des spéculations comme le maïs et le fonio ont connu des baisses de rendement par rapport à la campagne passée et à la moyenne des cinq dernières années. Ces baisses sont dues essentiellement aux poches de sècheresse enregistrées pendant la campagne.

Tableau 8 : Evolution des rendements (en kg/ha) des céréales de 2009/2010 à 2014/2015 du secteur traditionnel

Cultures	Sorgho	mil	maïs	riz	fonio
Année					
2009/2010	1 343	914	2 581	2 307	569
2010/2011	1 025	939	2 682	3 362	783
2011/2012	1 449	770	2 737	3 282	1 386
2012/2013	959	930	2 858	2 026	480
2013/2014	870	850	2 308	2 900	758
Moyenne de 2009/2010 à 2013/2014	**1 129**	**881**	**2 633**	**2 775**	**795**
2014/2015	**1 056**	**984**	**2 172**	**3 167**	**669**
Variation par rapport à la moyenne de 09/10 à 13/14 (%)	**-6,50**	**11,71**	**-17,53**	**14,11**	**-15,83**
Variation par rapport à la campagne 13/14(%)	**21,36**	**15,73**	**-5,91**	**9,21**	**-11,70**

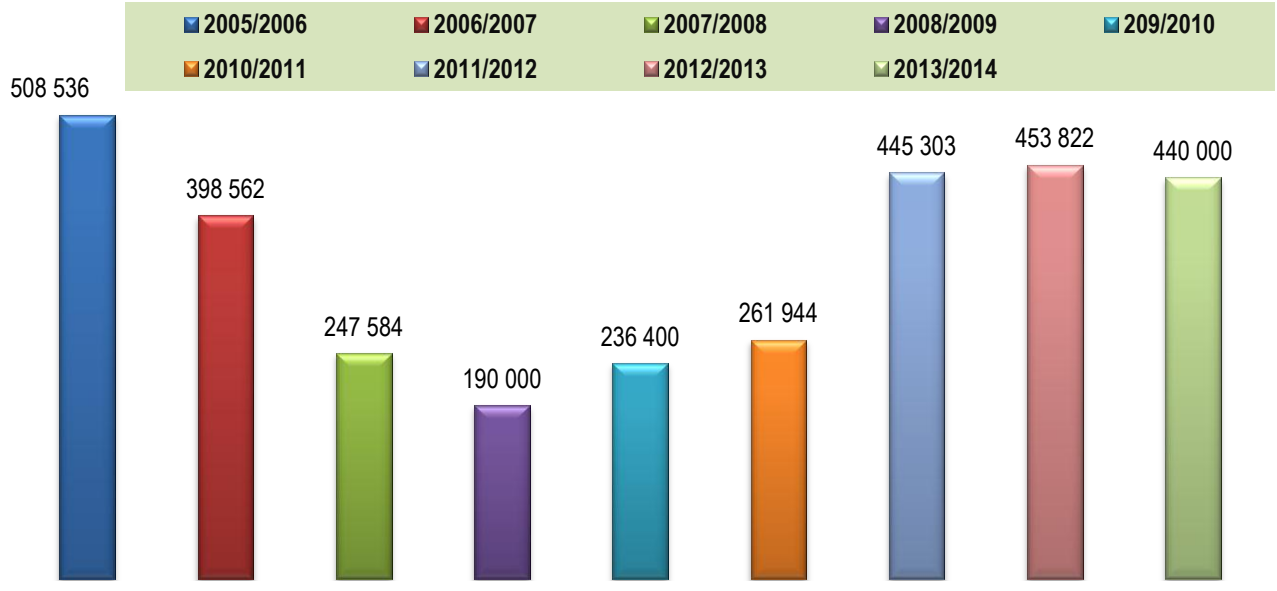
***Source** : EAC2014/2015*

2.1.4. Production d'autres cultures

A. PRODUCTIONCOTONNIERE

La production de coton graine est estimée à … **tonnes** contre **440 027 tonnes** en 2014/2015,

Graphique n°6 : évolution de la production de coton de 2005/2006 à 2013/2014



Commentaires

La production cotonnière qui a connu une augmentation continue depuis 2009-2010, grâce aux efforts fournis par l'Etat et les producteurs (subvention des intrants, appui conseil, paiement à temps du coton, etc.) a enregistré une baisse de 3% en 2013, essentiellement liéeau déficit pluviométrique.

Autres cultures : Arachide ; Sésame ; Tubercules ?

2.1.5.Production/habitant

Régions	Population en 2015	Population en 2014	Production/Habitant		
			014/015	013/014	Moy.
Kayes	2 460 494	2 374 994	218	100	
Koulikoro	2 989 334	2 885 458	331	255	
Sikasso	3 262 178	3 148 820	617	538	
Ségou	2 885 960	2 785 676	691	663	
Mopti	2 513 062	2 425 736	376	399	
Tombouctou	832 821	803 881	498	235	
Gao	669 305	646 047	125	105	
National*	**17 949 017**	**17 325 307**	**338**	**291**	**358**

NB* : Toutes les Régions et le District de Bamako

2.2. Calcul des proxys caloriques par Région

Tableau 9

Régions	Population en 2015	mil	sorgho	mais	fonio	riz	blé	Proxy	013/014
Kayes	2 460 494	185	788	575	7	154		1 708	769
Koulikoro	2 989 334	647	1 078	736	5	148		2 615	2 004
Sikasso	3 262 178	534	800	3 041	5	483		4 862	4 317
Ségou	2 885 960	1 670	624	304	62	2 097	2	4 760	4 368
Mopti	2 513 062	1 541	196	9	26	895		2 667	**2 664**
Tombouctou	832 821	910	113	28		1 837	412	3 300	1 413
Gao	669 305					730	9	740	632

Commentaires : Seules les régions de Kayes et Gao ont un proxys inférieur à la normale. Cette situation est cependant relative car la production est inégalement répartie à l'intérieur des régions. Des cercles et communesdéficitaires peuvent être rencontrés à l'intérieur des régions excédentaires

2.3. ELEMENTS DU BILAN CEREALIERE PREVISIONNEL

2.4.Population au 30/04/2015

Selon le recensement démographique d'avril 2009 réalisé par l'INSTAT, la population totale du Mali se chiffre à 14 517 176 habitants. Sur la base du taux annuel de croissance de 3,6 %, elle a été estimée à 17 949 017 habitants au 30 avril 2015.

2.5.Production disponible

Après déduction des pertes, des prévisions de semences et application des coefficients de transformation aux productions brutes, on obtient une production disponible d'environ 5 437 420 tonnes, dont 1 345 600 tonnes de riz ; 38 820 tonnes de blé ; 4 053 000 tonnes de céréales sèches.

Tableau 10: Production disponible (en tonne)

Produits	Production brute	Production nette
Céréales sèches	4 768 234	4 053 000
Riz	2 166 830	1 345 600
Blé	45 668	38 820
Total	**6 980 733**	**5 437420**

Source : CPS/SDR

2.6. Norme de consommation

La norme de consommation céréalière a été estimée à 214 kg/habitant/an (EMEP 2001). La norme de consommation des céréales sèches a été calculée en diminuant la norme de consommation céréalière des moyennes des consommations apparentes des cinq dernières années du riz et du blé. Ces consommations apparentes sont calculées à partir des bilans nationaux ex-post des campagnes précédentes. Ainsi, on obtient : 73,85 kg pour le riz, 10,00 kg pour le blé et 130,15 kg pour les céréales sèches.

2.7. Stocks initiaux au 1er novembre 2014

Le stock paysan est obtenu à partir de l'Enquête Agricole de Conjoncture. Il est estimé au 1er Novembre 2014 à 119 278 tonnes toutes céréales confondues (Mil, Sorgho, Riz, Maïs). Les autres stocks sont fournis par le CSA (DNCC, OPAM, PAM).

Tableau 11 : Stocks initiaux au 1er novembre 2014 (en tonne)

Désignation	Riz	Céréales sèches	Total
Stock paysan	10 630	108 648	119 278
DNCC	64 481	5 780	70 261
OPAM	1163,55	5 927,70	7 091,25
PAM	3 346,05	5 666,923	9 012,97
Total	**79 620,6**	**126 022,62**	**205 643,22**

Source : CPS/SDR-CSA

2.8. Stocks finaux prévus au 31 octobre 2015

Les stocks privés commerçants et les stocks paysans sont obtenus à partir de la moyenne des stocks au 31 octobre des cinq dernières années. Ces stocks sont présentés ainsi que suit :

Tableau 12 : Stocks finaux prévus au 31/10/2015 (en tonne)

Désignation	Riz	Blé	Céréales sèches	Total
Stocks paysans	76 420	380	253 572	330 372
Autres stocks	40 920	2130	15 340	58 390
Total	**117 340**	**2 510**	**268 912**	**388 762**

Source : CPS/SDR

2.9. Prévisions d'importations et aides prévues du 01/11/14 au 31/10/2015

Les prévisions d'importations commerciales sont établies à partir de la moyenne des importations réalisées entre 2009 et 2013, soit 412 110 tonnes dont 230 920 tonnes de riz, 176 920 tonnes de blé et 4 260 tonnes de céréales sèches.

Les prévisions d'aides alimentaires sont estimées sur la moyenne des cinq dernières années. Ainsi, nous obtenons 14 760 tonnes d'aides alimentaires dont 9 530 tonnes de riz, 2 410 tonnes de blé et 2 820 tonnes de céréales sèches.

Tableau 13 : Prévisions d'importations et aides prévues 2014/2015 (en tonne)

TYPES	Riz	Blé	Céréales sèches	Total
Importations commerciales	230 930	176 920	4 260	412110
Aides alimentaires	9 530	2 410	2 820	14 760
Total	**240 460**	**179 330**	**7 080**	**426 870**

Source : CPS/SDR

2.10. Prévisions d'exportations du 01/11/14 au 31/10/2015

Les exportations sont obtenues en calculant la moyenne des réalisations de 2009 à 2013. Ainsi, il est prévu une exportation céréalière totale de 8 760 tonnes, composée de 770 tonnes de riz, 3 490 tonnes de blé et 4 500 tonnes de céréales sèches.

Tableau 14 : Exportations prévues 2014/2015 (en tonne)

Spéculations	Exportation (en tonne)
Riz	770
Blé	**3 490**
Céréales sèches	**4** 500
Total	**8 760**

Source : CPS/SDR

2.11. Bilan céréalier prévisionnel 2014/2015

En faisant le solde disponibilité et besoins céréaliers, on obtient une disponibilité céréalière apparente de **337,69** kg/habitant/an dont **92,76** pour le riz **11,96** pour le Blé/orge et **232,97** pour les céréales sèches. En moyenne la disponibilité céréalière apparente nationale est de **337,69** kg/habitant/an supérieure à la norme requise (214 kg/habitant/an). Cette situation satisfaisante sur le plan national peut renfermer des déficits céréaliers particuliers que le bilan céréalier ne tient pas compte.

Tableau 15: Bilan céréalier prévisionnel 2014/2015 (en millier de tonne)

Postes	Riz	Blé et orge	Céréales sèches	Total
Population au 30/04/2015				17 949 017
1 Disponibilité	**1425,22**	**38,82**	**4179,02**	**5643,06**
Production brute	2166,83	45,67	4768,23	6980,73
Production disponible	**1345,60**	**38,82**	**4053,00**	**5437,42**
Stocks au 01/11/14	**79,62**	**0**	**126,02**	**205,64**
Stocks paysans	10,63		108,65	119,28
Autres stocks	68,99		17,37	86,37
2 Besoins	**1442,81**	**182,05**	**2604,98**	**4229,84**
Norme de consommation (kg/hbt/an)	73,85	10,00	130,15	214,00
Consommation humaine	**1325,47**	**179,55**	**2336,07**	**3841,09**
Stocks finaux	**117,34**	**2,50**	**268,91**	**388,75**
Stocks paysans	76,42	0,38	253,57	330,37
Autres stocks	40,92	2,13	15,34	58,39
3 Excédent (+) Déficit (-) brut	**-17,59**	**-143,23**	**1574,04**	**1413,22**
4 Solde import-export	**239,68**	**175,84**	**2,59**	**418,11**
Importations commerciales prévues	230,92	176,92	4,26	412,11
Aides prévues	9,53	2,41	2,82	14,76
Exportations prévues	0,77	3,49	4,50	8,76
5 Excédent (+) déficit (-) net	**222,09**	**32,61**	**1576,63**	**1831,33**
6 Disponibilité apparente (kg/hbt/an)	**92,76**	**11,96**	**232,97**	**337,69**

Source : CPS/SDR

3- Situation pastorale

3.1. Etat des pâturages et l'abreuvement pour le bétail

L'hivernage 2014 a été caractérisé par un démarrage précoce, suivi d'une longue période sèche avec ses conséquences sur les niveaux de remplissage des points d'eau de surface et le déplacement du cheptel transhumant.
La période de soudure 2015 va être extrêmement difficile pour le bétail au niveau de certaines communes du pays.
La situation du bilan fourrager se présente comme suit :

- ✓ la Production de biomasse herbacée disponible : 68 764 850 tonnes de MS sur lesquelles **22 921 616**tonnes de MS sont disponibles pour le cheptel.
- ✓ Production de fourrages cultivés : **79 047** tonnes dont 66 855 tonnes de bourgou.
- ✓ Production de résidus de récolte disponible pour le cheptel : **11 251 315** tonnes.
- ✓ Productions fourragères disponibles estimées disponible pour le cheptel est de **34 251 978** T de MS
- ✓ Besoins du cheptel en Matières Sèches (MS)sont estimés à**24 611 071** tonnes de MS ;

Résultat du bilan fourrager :
Le bilan fourrager dégage un excédent théorique de **9 640 906** tonnes de MS

Mouvement des animaux
Les mouvements constatés ont été habituels cette année. Cependant, il est à noter qu'une amorce des mouvements des animaux a été entamée vers les zones de cultures du Sud. La transhumance a commencé de façon précoce. L'état d'embonpoint des animaux est satisfaisant pour toutes les espèces. Les transhumants sont restés dans leurs terroirs d'origine pour l'exploitation des pâturagesd'hivernage. La sortie des animaux des bourgoutières vers les pâturages exondés s'est poursuivie dans les régions de Mopti, Tombouctou et Gao.

3.2. Situation zoo-sanitaire

Vaccinations effectuées

Les vaccinations réalisées par les agents des secteurs privé et public ont concerné **13 096 762** têtes pour toutes espèces confondues sur une prévision de **23 756 549 têtes,** soit une réalisation de **55,13%.**

Les principales maladies visées sont : la péri pneumonie contagieuse bovine, les charbons, les pasteurelloses, la peste des petits ruminants et la maladie de Newcastle.

Appui des partenaires
Le CICR intervient dans les régions du Nord dans le cadre de la vaccination, le traitement du cheptel national et la formation des auxiliaires vétérinaires.

Gestion des foyers de maladies animales

Au cours de la période, la situation zoo- sanitaire a été caractérisée par la déclaration de :

- trois (03) foyers de PPCB dans les régions de Kayes, Gao et Ségou,
- quatre(4) foyers de fièvre aphteuse dans le District de Bamako, Sikasso, et Gao,
- un(1) foyer de dermatose nodulaire contagieuse dans la région de Kayes,
- un(1) foyer de variole aviaire dans la région de Ségou.

Commercialisation

- le prix du bœuf de boucherie a varié de 253 250 FCFA à Mopti à 282 000 FCFA à Ségou;
- l'ovin mâle adulte a coûté de 47 000 FCFA à Sikasso à 80 000 FCFA à Bamako District;
- le caprin mâle adulte a été vendu entre 30 000 FCFA à Sikasso et 43 000 FCFA au District de Bamako ;
- le prix de l'asin mâle adulte a varié de 40 000 FCFA à Sikasso à 56 000 FCFA à Bamako District ;

- le camelin mâle adulte a été vendu à 370 000 FCFA à Mopti ;
- Concernant la volaille, le prix le plus bas du coq a été observé sur le marché de Mopti(1 900 FCFA) et le plus élevé à Kayes (3250 FCFA).

Concernant spécifiquement le bélier de Tabaski, les grandes tendances observées au niveau des principaux marchés et points de vente du District de Bamako, font apparaître des prix variant entre 41450 FCFA à 130 000FCFA. En moyenne, les prix oscillent entre **62 500 FCFA** à **117 000 FCFA.**

L'exportation d'animaux vivants a porté sur :

138 790 bovins ; 445 977 ovins ; **52526** caprins, **1578** équins, **853**asins, **176 371** volailles et **1327** camelins exportés en direction de la Côte d'Ivoire, du Sénégal, de la Guinée, du Burkina Faso, du Ghana, la Gambie, du Niger, du Nigéria, du Bénin et du Liberia.

3.3. Situation de la pêche

- **Production halieutique**

Pour une prévision de **85 000 tonnes**, il a été réalisé en débarquement contrôlés **80.000 tonnes** en équivalent frais soit une réalisation de 94,11%. La prévision aurait été atteinte si les services déconcentrés avaient pu disposer de ressources humaines conséquentes pour couvrir les principales pêcheries ou zones de production.

Production Aquacole : Les activités aquacoles ont essentiellement porté sur :

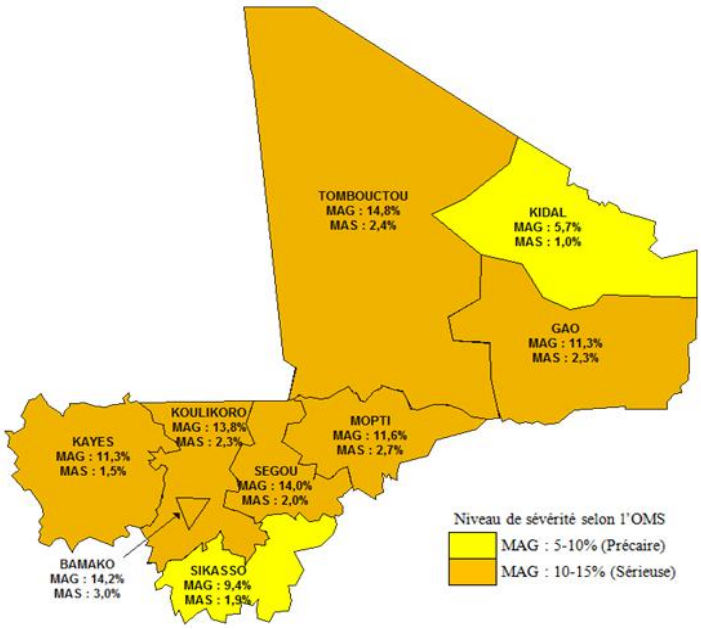
- L'aménagement de **5** sites aquacoles dans la région de Sikasso ;
- L'empoissonnement de 5**4** plans d'eau dans la région de Sikasso ; **19** cages flottantes, les emprunts et étangs dans la zone Office du Niger ;
- La construction d'une écloserie moderne à Baguinéda par le PDPP/OHVN avec l'aide de la Coopération Japonaise ;
- La formation continue des agents techniques et des techniciens du Centre de Formation Pratique en Aquaculture de Molodo ;
- La poursuite des activités de rizi-pisciculture et l'appui au financement des projets du sous-secteur de la pêche et de l'aquaculture à travers la FAO ;
- La participation à l'élaboration d'un Programme de Développement de l'Aquaculture de l'UEMOA ;
- L'appui aux acteurs en intrants piscicoles soit **561 000 alevins** et de l'aliment poisson dans la région de Sikasso par le PRODEFA et le TCP-MLI 3304/FAO dans les champs écoles de producteurs à Sélingué, Ségou et Mopti

4. Situation nutritionnelle

SITUATION DE LA MALNUTRITION AU MALI AU COURS DE L'ANNEE 2014

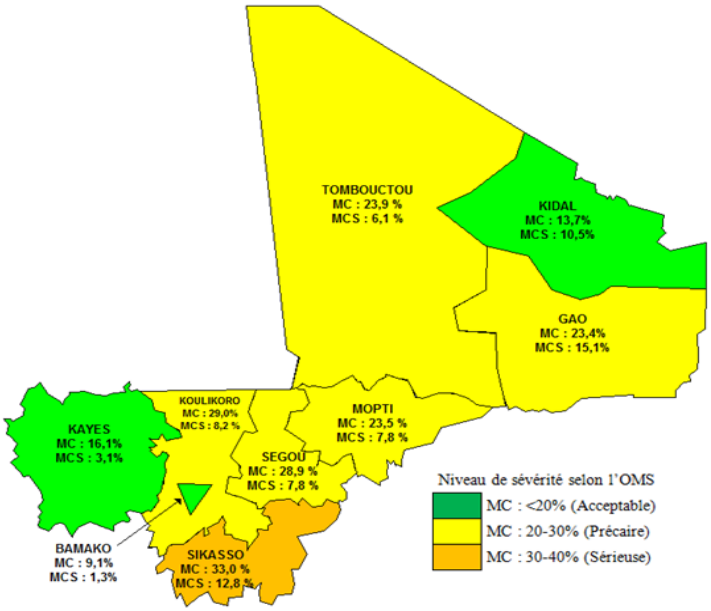
6-Zones et populations à risque identifiées

Prévalence de la malnutrition aigüe (globale et sévère) selon l'indice Poids-pour-Taille exprimé en z-score (après exclusion des flags SMART), selon les normes OMS 2006, chez les enfants de 6 à 59 mois par région, Mali 2014.



Prévalence nationale =13,3%

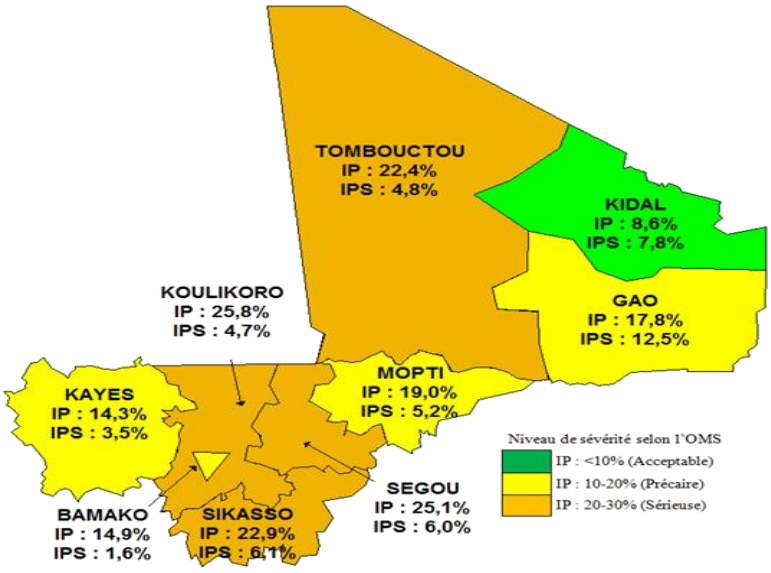
Prévalence de la malnutrition chronique selon le z-score du rapport taille-âge (T/A) chez les enfants âgés de 0 à 59 mois par région, Mali 2014.



Prévalence Nationale =28,1%

NB : Compte tenu de la crise socio-politique dans les régions de Gao et Kidal, l'enquête dans ces régions a eu lieu en novembre et décembre 2014.

Prévalence de l'insuffisance pondérale selon le z-score du rapport poids-âge (P/A) chez les enfants âgés de 0 à 59 mois par région, Mali 2014.



Prévalence Nationale : 24,2%

NB : Compte tenu de la crise socio-politique dans les régions de Gao et Kidal, l'enquête dans ces régions a eu lieu en novembre et décembre 2014

5- Evolution des prix des produits agro- alimentaires et du bétail et dynamique des marchés

5.1. Analyse de l'offre et de la demande

- **Disponibilité des produits**

Le bilan céréalier dégage un excédent commercialisable de plus de 1 831 330T. Ce qui laisse présager une bonne disponibilité des céréales dans le pays. Cette disponibilité est importante aussi bien dans les zones de bonne production que dans les zones qui connaissent une baisse de production notamment dans le sahel occidental et dans les régions du nord. En effet, les flux de denrées des zones excédentaires vers les zones déficitaires permettent de limiter l'effet de la baisse des productions locales. Cette bonne disponibilité issue des récoltes, est renforcée par les stocks résiduels des commerçants et de certains producteurs ainsi que des agences humanitaires.
L'approvisionnement des marchés est suffisant dans l'ensemble.

- **Source d'approvisionnement & Niveau de l'offre des produits**

Les sources d'approvisionnement internes en céréales constituées des bassins céréaliers de Diéma, Kita(Kayes), Dioila, Kolokani (Koulikoro), la région de Sikasso, de Ségou et le Seno de celle de Mopti demeurent inchangées malgré la baisse des importations du riz du Sénégal. Les marchés de l'ouest s'approvisionnent surtout dans les bassins céréaliers de Diéma, Kita (région de Kayes), Kolokani, Didiéni, Dioila, Kati (Région de Koulikoro), de Ségou et de Mopti. Quant aux sources d'importation de l'extérieur, il s'agit du Sénégal pour le riz, la Cote d'Ivoire pour le maïs et le riz , la Guinée pour le fonio et le Burkina pour le Sorgho et le niébé.Une forte importation de niébé à partir du Burkina est notée sur les marchés de Bamako sur lesquels elle représenterait plus de 60% du stock disponible en niébé. Ces niveaux sont dans l'ensemble similaires à ceux de la moyenne des cinq dernières années sur les principaux marchés.
La demande en produits vivriers et de rente est suffisamment couverte par l'offre dont le niveau actuel est jugé supérieur par rapport à celui de l'année dernière grâce à bonne production de pomme de terre.

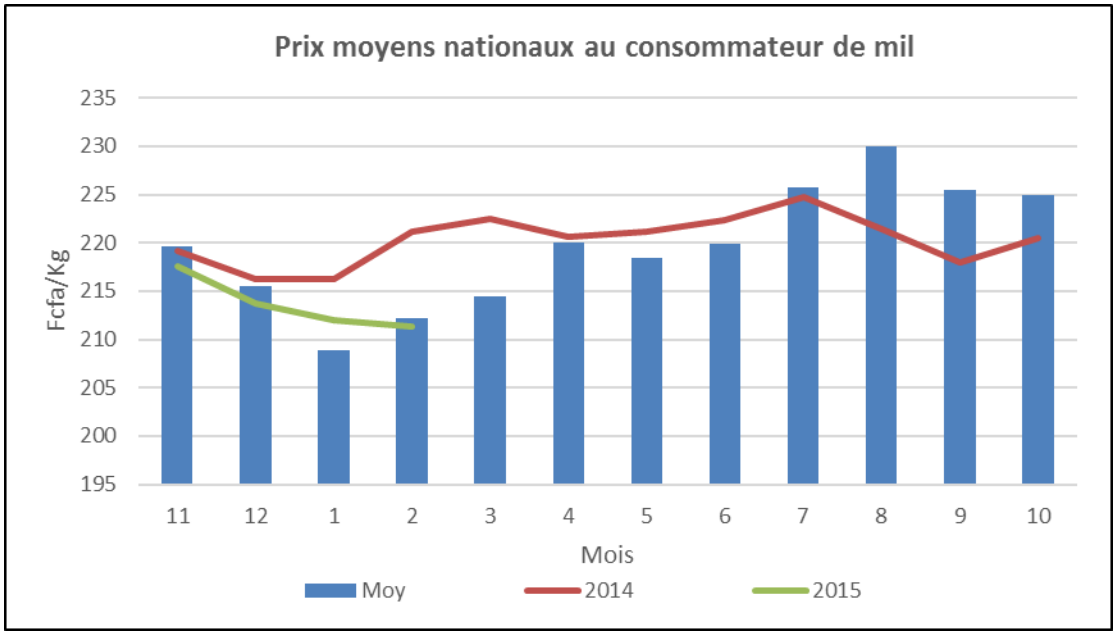
5.2. Evolution des prix des produits agricoles et du bétail

✓ Prix des céréales campagne de commercialisation 2014/2015

Dans l'ensemble les prix des principales denrées de consommation sont en baisse par rapport à l'année dernière grâce à un certain nombre de facteurs dont :

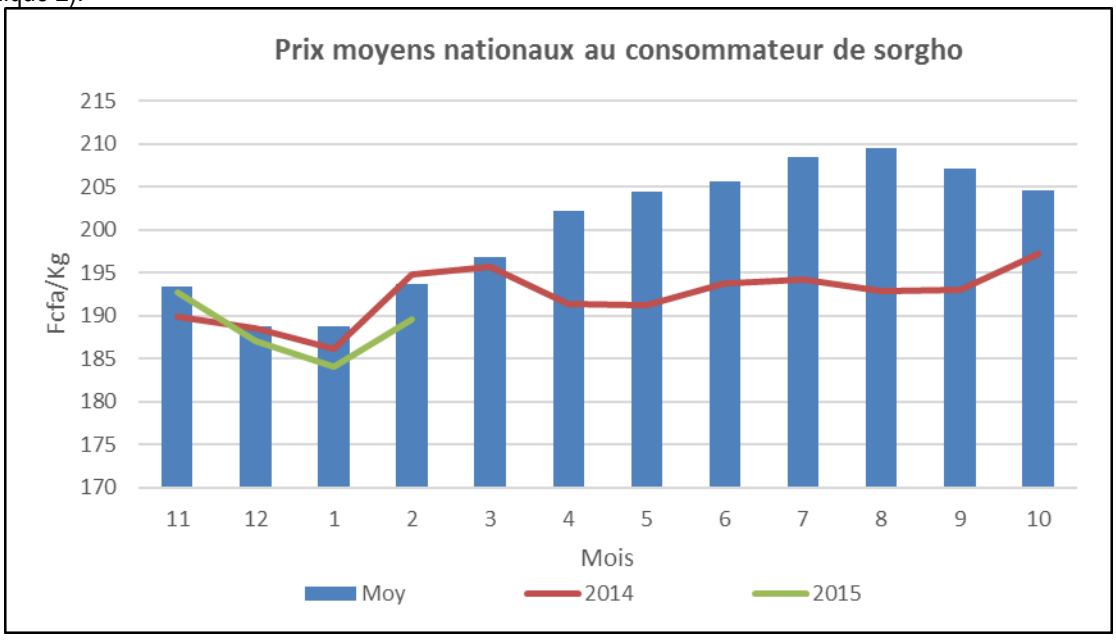
- la production agricole relativement moyenne dans les pays du sahel ;
- La production rizicole relativement meilleure et en nette augmentation à travers le pays;
- La production agricole bonne dans les zones habituelles d'approvisionnement du pays;
- La baisse du niveau des exportations de céréales vers les pays voisins ; ce qui augmente le niveau d'approvisionnement national;

Ces facteurs ont contribué à cette évolution à la baisse des prix des denrées alimentaires par rapport à la campagne 2014.
Les prix moyens nationaux au consommateur du mil ont baissé de novembre 2014à février 2015 passant de 217 F le kilo à 211 F le kilo. Le niveau du prix du mil est inférieur d'environ 4% à la même période de l'année dernière et légèrement inférieur au prix moyen des cinq dernières années. (Cf. graphique 1 ci-dessous).



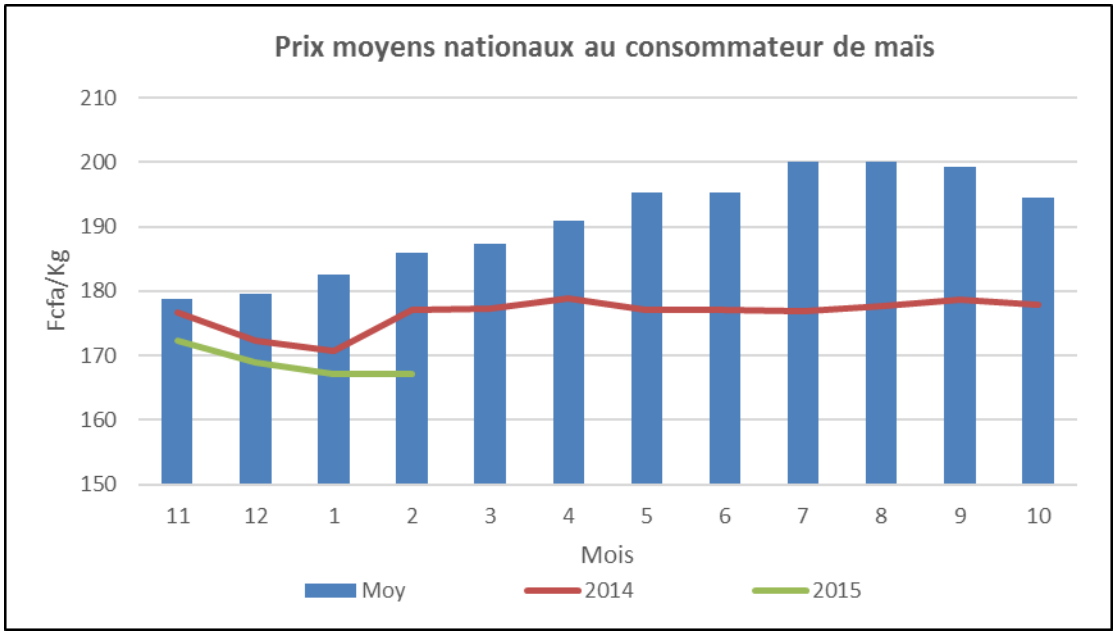
Source : OMA

Le prix du sorgho après une baisse entre novembre 2014 et janvier 2015 présente une hausse en février. Le prix est passé de 184 FCFA le kilo en janvier à 189Fcfa le kilo en février. Le niveau des prix au consommateur du sorgho est inférieur à celui de l'année dernière et aux prix moyens des cinq dernières années d'environ 3% (Cf. graphique 2).



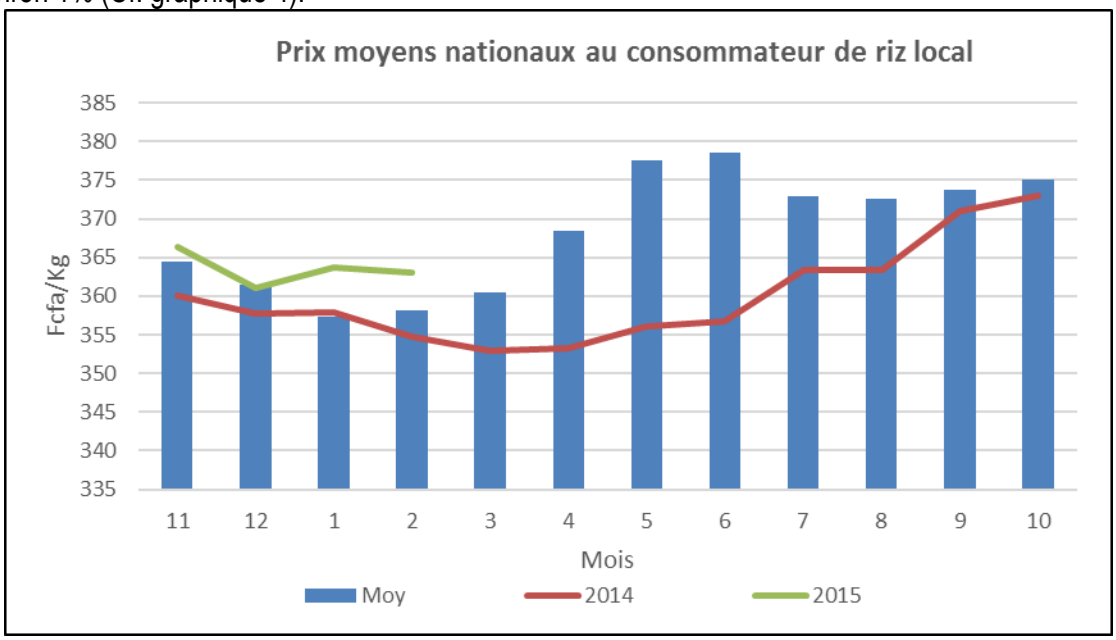
Source : OMA

Les prix au consommateur du maïs après une baisse continue de novembre à janvier se stabilisent entre janvier et février. Il est inférieur à celui de 2014 à la même période d'environ 6% et aux prix moyens des cinq dernières années de 11% (Cf. graphique 3).



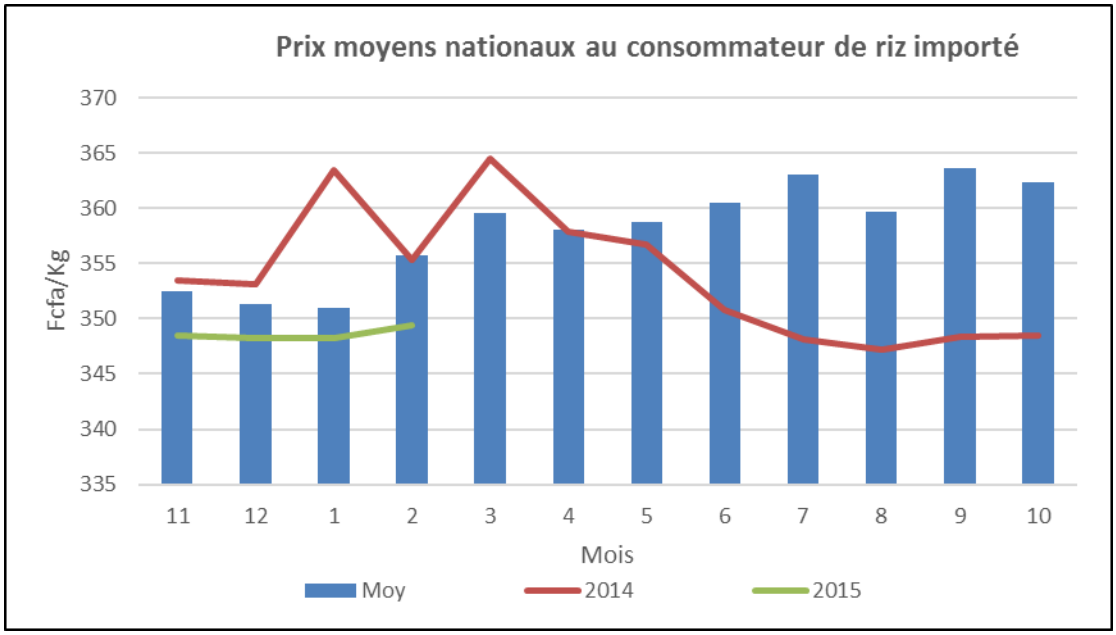
Source : OMA

Le prix du riz local après une baisse de prix suite à l'arrivée sur les marchés des récoltes en novembre-décembre a connu une hausse pour se stabiliser à partir de janvier. Après une baisse entre novembre et décembre, il a présenté une hausse en janvier et une baisse en février. Les prix au consommateur du riz local sont supérieurs à ceux de 2014 à la même période et aux prix moyens des cinq dernières années d'environ 1% (Cf. graphique 4).



Source : OMA

Le prix du riz importé RM40,après une longue période de stabilité présente une légère hausse entre janvier et février. Il est inférieur à celui de 2014 à la même période et au prix moyen des cinq dernières années d'environ2%grâce à un approvisionnement suffisant des marchés et la réussite des récoltes du riz local qui engendre une réduction de la demande du riz importé(Cf. graphique 5).



Source : OMA

5.3. Marchés à bétail

Le marché à bétail est de plus en plus animé notamment dans les zones de transit et de concentration de saison sèche dans la région de Mopti, Koulikoro et la bande du fleuve de Tombouctou et de Gao et la zone pré guinéenne de la région de Kayes. Les différents marchés à bétail fonctionnent normalement dans le sud du pays et sont sujets à des perturbations sécuritaires dans les régions du nord. Toutefois, les échanges à travers les stratégies de déplacement vers d'autres marchés plus accessibles sur le plan sécuritaire sont signalés permettant aux éleveurs de ces zones de disposer des revenus pastoraux.

L'offre de bétail est assurée principalement par les animaux des différentes régions et ceux transhumants de la Mauritanie. Une hausse des effectifs présentés est observée dans les zones de déficit de pâturage (Kayes, Yélimané, Nioro, nord du pays) afin de minimiser les conséquences éventuelles pour la période de soudure prochaine. A Nara, environs 90% de l'offre du bétail est assuré par les Mauritaniens. Ce taux est en augmentation par rapport à celui de l'année dernière à la même période ; ce qui s'explique par la volonté de déstockage des éleveurs pour sauvegarder le cheptel au vu du déficit prononcé de fourrage en Mauritanie et également dans le nord des cercles de Kayes et de Yélimané. Il en est de même sur le marché de Niono pour les éleveurs du « Haoussa » de Niafunké.

Si dans le pays, les demandes de bétail restent moyennes, à Kita et Kéniéba (région de Kayes), elles sont en baisse à cause du niveau élevé du prix du bétail et de la baisse dynamique des revenus liés à l'orpaillage. En effet, les zones d'orpaillage constituent de véritables marchés pour les marchands de bétail. Cette activité souffre des fluctuations du cours de l'or qui affecte les demandes de consommation en viande.Cependant, il est à noter que les prix des petits ruminants ont connu une hausse d'environ 29 pourcent par rapport à l'année dernière et de 60 pourcent par rapport à la moyenne des cinq dernières années à Bougouni à cause de la forte demande des sites d'orpaillage dans les cercles de Yanfolila et de Bougouni.

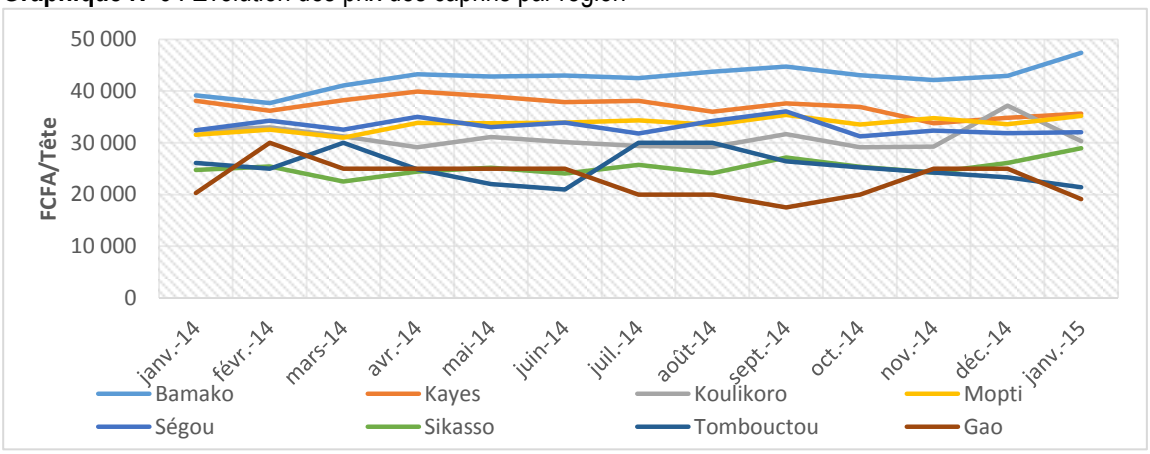
Les exportations de bétail vers l'extérieur suivent les circuits habituels en direction du Sénégal, de la Guinée et de la Côte d'ivoire.Il est à signaler que les exportations de bétail vers la RCI connaissent une baisse actuellement en raison des transports du ciment du Sénégal et la poursuite du transport des balles de coton qui intéressent beaucoup les transporteurs que les celui de bétailmoins rentable.

5.3.1. Tendance des prix du bétail par région au mois de janvier

Les prix des animaux sont jugés chers et supérieurs à la moyenne quinquennale en raison des demandes importantes et de la production agricole moyenne du pays qui n'incite pas à un déstockage exceptionnel excepté dans les zones de déficit fourrager des régions de Kayes, Tombouctou et de Gao où une baisse probable des prix est attendue en mars-avril. Déjà, on note dans ces zones de déficit des baisses de prix du bétail qui s'expliquent par la forte hausse des offres afin de profiter des prix acceptables avant la période critique de la soudure.

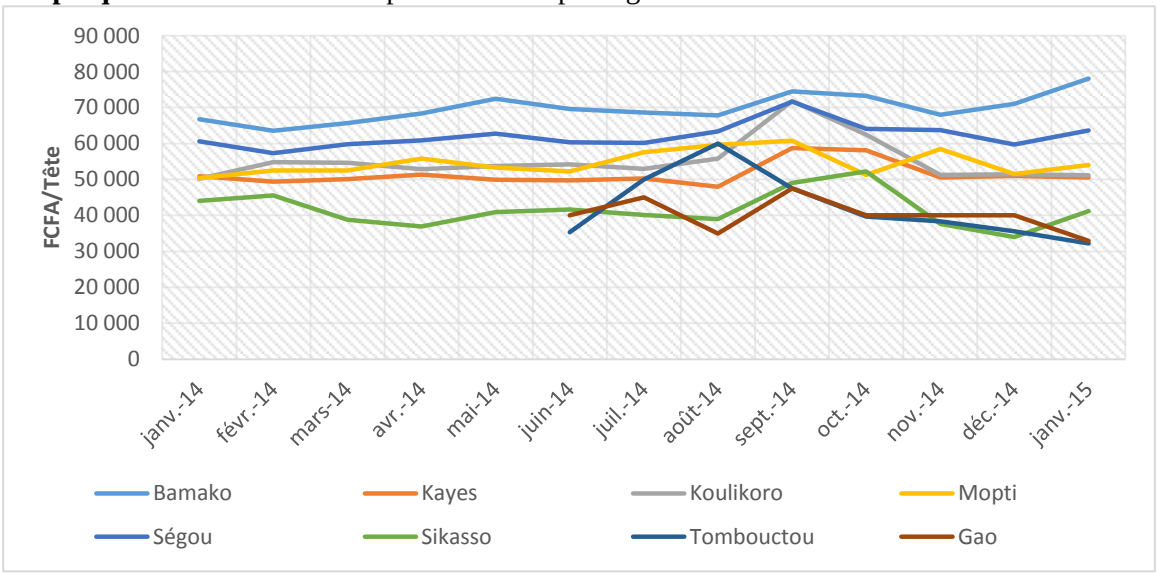
Pour les caprins, comparés à la même période de l'année dernière, les prix sont en fluctuation. Les baisses sont observées à Kayes (-6%), à Koulikoro (-7%) à Ségou (-1%), à Tombouctou (-18%) et à Gao (-6%) tandis que les hausses de prix sont observées à Bamako (+21%), à Mopti (+12%) et à Sikasso (+17%). Comparé à la moyenne des cinq dernières années, le prix moyen des caprins est en hausse sur l'ensemble des marchés excepté à Tombouctou où il est en baisse de -3%.

Graphique N°6 : Evolution des prix des caprins par région



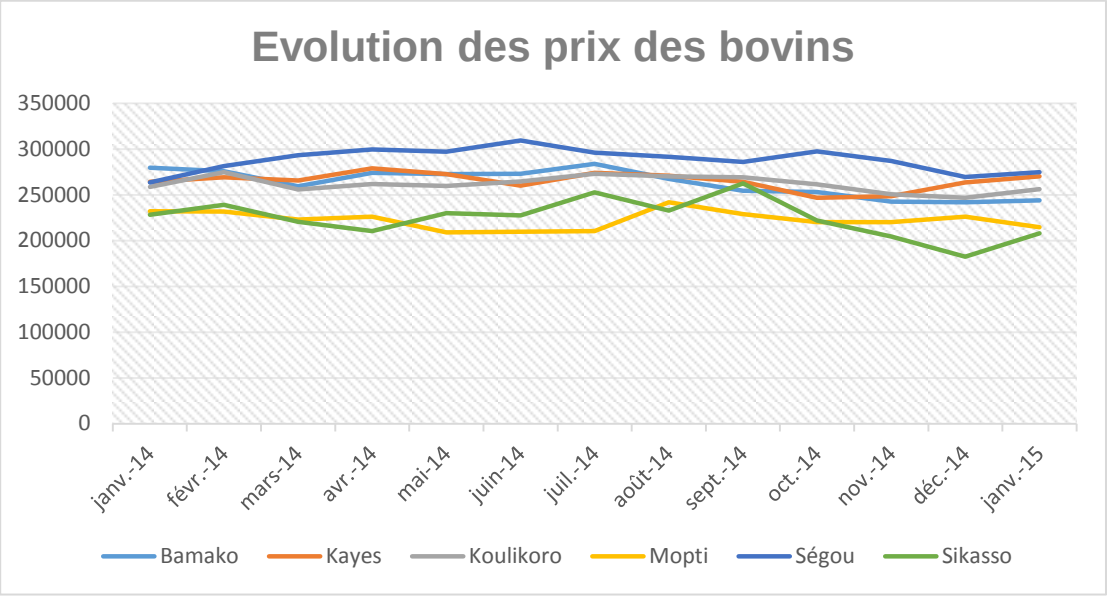
Pour les ovins, comparé à la même période que l'année dernière (janvier 2014), le prix de l'ovin mâle est en fluctuation (à la hausse ou à la baisse par endroit). Les baisses sont observées à Kayes (-1%), à Sikasso (-7%) à Tombouctou (-18%) et à Gao (-8%) tandis que Les hausses sont observées à Bamako (+17%), à Koulikoro (+2%), à Mopti (+7%) et à Ségou (+5%). Comparé à la moyenne des cinq dernières années, le prix moyen des ovins est en hausse de 17% à Sikasso à 33% à Bamako.

Graphique N°7 : Evolution des prix des ovins par région



Quant aux bovins, les prix sont en légère hausse de 2% à Kayes et à Ségou de 4% par rapport à l'année dernière à la même période. Ils sont en baisse de -13% à Bamako, -9% à Sikasso et -8% à Mopti. Comparé à la moyenne des cinq dernières années, le prix moyen des bovins est également en hausse sur l'ensemble des marchés.

Graphique N°8 : Evolution des prix des bovins par région



3.4.1. Termes de l'échange

Mois de Janvier													
Régions	2014			2015			Prix Moyen de la chèvre	Equivalent Chèvre/mil 2014	Equivalent Chèvre/mil 2015	Moyenne des équivalence	Moyenne des équivalences chèvres mil	Variation 2015	Variation 2014
	Mil	Sorgho	Maïs	Mil	Sorgho	Maïs							
Kayes		200			175		25555	128	146	101	107	36,45	26,73
Koulikoro	225			200			22250	94	111	78	79	40,51	20,51
Sikasso			125			115	21786	164	189	120	133	42,11	36,67
Ségou	180			140			19625	114	131	119	114	14,91	-4,20
Mopti	200			180			24063	128	134	113	111	20,72	13,27
Tombouctou	230			235			20833	100	89	87	102	-12,75	14,94
Gao	250			200			25000	100	125	108	80	56,25	-7,41
Kidal				P.I.			P.I.			119	147	-100,00	-100,00

Les termes de l'échange bétail/céréales sont favorables aux éleveurs en cette période de baisse de prix des céréales et de bon prix pour le bétail. Ils sont dans l'ensemble meilleurs à ceux de 2014 et de la moyenne quinquennale. Toutefois, on s'attend à une dégradation de ces termes d'échange dans les zones de déficit fourrager vers les mois d'avril en raison du mauvais embonpoint qui engendrera la baisse du prix des animaux.

Quant aux termes de l'échange poisson/céréales, ils resteront favorables avec des revenus tirés de la pêche qui seront normaux cette année. Pour les produits artisanaux, les prix se maintiendront probablement à cause des ajustements des prix à la vie chère.

5.3. Dynamique des flux des produits au niveau des frontières

Les flux frontaliers fonctionnent normalement avec toutefois des difficultés liées à la situation sécuritaire incertaine des régions du nord vers le Niger; ce qui réduit les volumes de sortie du mil de ce côté par rapport à une année moyenne. Ces échanges continuent de souffrir des tracasseries routières qui n'encouragent par les commerçants à s'engager trop sur cette voie ce qui affecte les volumes voire grève les prix des denrées sur les marchés de destination.

Malgré ces difficultés, des échanges se poursuivent et sont confrontés à la concurrence avec les produits importés du continent américain, maïs pour le Sénégal et du riz asiatique pour la Guinée. Le tableau qui suit donne une idée des mouvements de denrées entre le Mali et ses voisins.

Pour cette année, on note une hausse importante de plus de 25% des exportations de mil et maïs du Mali pour la Guinée et une baisse importante pour le riz à cause de la disponibilité d'un riz asiatique sur le marché guinéen.

Aussi, il faut noter une forte importation du niébé du Burkina sur le marché malien est signalé ce qui représenterait plus de 60% des stocks de niébé sur le marché de Bamako.

La hausse importante du prix du sésame pour plus de 100% sur les marchés en raison de la hausse de la demande internationale justifie les sorties importantes de ce produit vers le Burkina. En plus du sésame, on assiste aussi à l'exportation vers le Burkina de l'amende de Karité comme d'habitude.
Le flux des échanges entre le Mali et ses voisins tient parfois, au différentiel de prix qui indique la direction à prendre pour les différentes denrées alimentaires.

Tableau 3 : les flux externes de produits agricoles

Spéculations	Pays/Zones d'origine	Pays/Zones de destination
Mil/Sorgho	Mali (Koutiala ; Sikasso, Ségou), Burkina Faso	Côte d'Ivoire, Mauritanie, Niger, Sénégal
Riz local	Mali (Ségou, Delta de Mopti, vallée du Niger de Gao et Tombouctou)	Mauritanie, Guinée,
Riz importé	Sénégal, Cote d'ivoire	Mali Ouest, Sud, Centre et Nord.
Mais	Sikasso, Kayes	Sénégal, Niger, Mauritanie
Arachide	Mali (Koutiala, Sikasso, Kayes, San, Kita, Diéma, Bankass), Senegal	Cote d'Ivoire, Mauritanie, Niger, Guinée, Siéra leone
Niebé	Mali (Bankass, Koutiala, Sikasso, Diema, Kita), Burkina, Niger	Cote d'Ivoire, Senegal, Libéria
Fonio	Mali (Bankass, Sikasso, Kita), Burkina	Cote d'Ivoire,
Sesame	Mali (Bankass, Koutiala, San)	Burkina

6. Zones et populations à risque identifiées

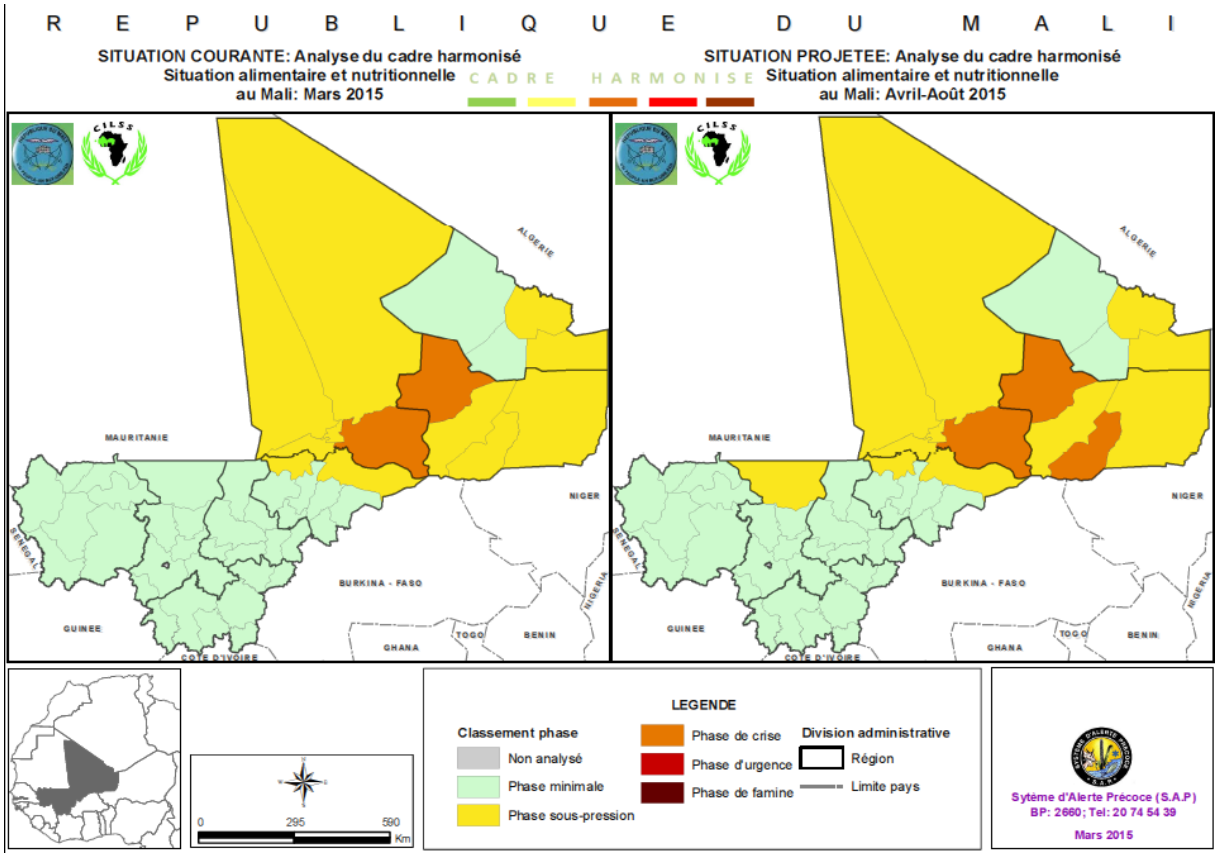
6.1. Résumé des causes et du contexte

Le cumul pluviométrique au cours de la campagne a été normal à excédentaire dans le sud et déficitaire au nord et dans le Sahel Occidental.
Le faible niveau de la crue a eu un impact négatif sur le riz de submersion, le bourgou, la production halieutique et surtout les cultures de décrue en contre saison dans les mares et lacs.
La situation phytosanitaire a été calme excepté dans le Sahel Occidental où les oiseaux granivores ont causé des dégâts moyens à importants selon les cercles. La pression aviaire constitue encore une menace sur les cultures de contre saison dans la zone Office du Niger et sur les périmètres irrigués des régions de Mopti, Tombouctou et Gao.
Le résultat de la campagne agricole 2014-2015 est globalement bon dans le pays avec une production, toutes céréales confondues de 6 980733 tonnes, soit une hausse de 12,82 % par rapport à la moyenne des cinq dernières années et de 21,70 % par rapport à l'année dernière (EAC).
Les perspectives de production en contre saison (cultures céréalières et maraîchage) sont moyennes à bonnes. Toutefois des baisses importantes de production sont attendues au niveau des mares et lacs de la région de Tombouctou à cause de la mauvaise crue.
Le bilan céréalier dégage un excédent de 1 831 330Ttonnes qui favorise un bon approvisionnement des marchés durant l'année alimentaire 2015. L'offre de céréales restera suffisante aussi bien dans les zones de production que dans les régions du nord et du sahel occidental ayant connu des baisses importantes de production. Une hausse saisonnière normale des prix est attendue. Les marchés à bétail resteront animés. Les prix sont normaux mais connaitront une baisse significative dans les zones de mauvais pâturage où les termes de l'échange seront défavorables aux éleveurs à la soudure. La persistance de l'insécurité dans le nord et le centre du pays affecte l'accès aux marchés et les activités génératrices de revenus.
Les conditions générales d'élevage sont globalement moyennes à bonnes au centre et au sud du pays et moyennes à mauvaises dans les régions de Tombouctou, Gao où une plus longue soudure pastorale est attendue.
Les assistantes alimentaires au cours de la période de janvier à mars dans certains cercles du nord notamment Kidal, Tessalit expliquent la phase minimale en situation courante.

Les moyens d'existence ont été négativement affectés dans les régions du nord du pays et le Sahel Occidental par l'insécurité, le déficit fourrager, la mauvaise production agricole et les mortalités excessives de bétail de la campagne précédente.
La baisse de la disponibilité alimentaire a eu un impact négatif léger à moyen sur la consommation alimentaire, les moyens d'existence et l'état nutritionnel dans les zones de mauvaise production.
Il faut signaler que la malnutrition est un problème structurel dans le pays avec des taux généralement au-dessus du seuil d'alerte

6.2. Résultats de l'analyse

Consommation alimentaire :
Globalement acceptable mais sous pression ou pire dans certains cercles en raison surtout d'un score de consommation alimentaire pauvre élevé.
Evolution des moyens d'existence :
En dégradation notamment dans les régions de Tombouctou, Gao, Kidal et le Sahel Occidental.
Nutrition : Taux de malnutrition aigüe au-dessus du seuil d'alerte et structurellement préoccupant.
Mortalité : Pas d'information récente excepté dans les régions de Gao et Kidal qui ont été couverte par le dernier SMART et où les taux sont acceptables excepté à Bourem où les taux sont élevés.



Dans l'ensemble, les facteurs contributifs ont eu des impacts positifs légers à moyens. Toutefois, ils ont évolué dans un sens négatif sur certains indicateurs de résultats dans les régions du nord et le Sahel Occidental en raison de l'insécurité persistante, de la mauvaise production agropastorale, de la faiblesse de la crue, de la présence des oiseaux et de la hausse saisonnière des prix des denrées alimentaires.
Le résultat de l'analyse donne :
En phase courante mars 2015, 36 cercles en phase minimale, 11 en phase sous pression et 2 en phase crise. Le nombre de personnes en phase crise et plus est estimé à environ 248000 personnes soit environ 1,6% de la population. Celui en phase 2 est estimé à 2 277 000 personnes soit 15%.

RREGION	Population totale	Population totale estimée en situation courante mars 2015					
		Population totale en Phase 1	Population totale en Phase 2	Population totale en Phase 3	Population totale en Phase 4	Population totale en Phase 5	Population totale en Phase 3 à 5
KAYES	2444999	2 081 179	358 205	5 615	0	0	5 615
KOULIKORO	2971001	2 525 903	439 163	5 934	0	0	5 934
SIKASSO	3 242 001	2 838 207	387 354	16 440	0	0	16 440
SEGOU	2 867 999	2 544 393	323 606	0	0	0	0
MOPTI	2 497 001	2 005 883	437 079	54 039	0	0	54 039
TOMBOUCTOU	828000	501 096	236 178	88 001	2 725	0	90 726
GAO	665000	411 452	182 039	67 229	4 281	0	71 509
KIDAL	83001	66 220	13 160	3 621	0	0	3 621
BAMAKO							
TOTAL GENERAL	15 599 002	12 974 333	2 376 785	240 878	7 005	0	247 884

En situation projetée de juin à août 2015, 35 cercles en phase 1 et 11 en phase 2 et 3 cercles en phase 3. Le nombre de personnes en phase crise et plus est de 410 000 personnes soit 2,6% de la population. Celui en phase 2 est de 2 714 000 personnes soit 17% de la population totale du pays.

REGION	Population totale	Population totale en Phase 1	Population totale estimée en situation projetée : Avril - Août 2015				
			Population totale en Phase 2	Population totale en Phase 3	Population totale en Phase 4	Population totale en Phase 5	Population totale en Phase 3 à 5
KAYES	2444999	2 028 745	382 470	33 784	0	0	33 784
KOULIKORO	2971001	2 447 855	495 452	27 694	0	0	27 694
SIKASSO	3 242 001	2 755 933	467 033	19 035	0	0	19 035
SEGOU	2 867 999	2 445 899	388 750	33 350	0	0	33 350
MOPTI	2 497 001	1 900 485	517 508	79 009	0	0	79 009
TOMBOUCTOU	828000	448 306	265 411	111 558	2 725	0	114 283
GAO	665000	386 200	180 777	90 506	7 517	0	98 023
KIDAL	83001	63 323	15 003	4 675	0	0	4 675
BAMAKO							
TOTAL GENERAL	15 599 002	12 476 746	2 712 403	399 611	10 242	0	409 852

6.3. Actions ou interventions d'urgence en cours et/ ou programmées à l'endroit des populations vulnérables (y compris celles de nutrition)

ACTIONS D'ATTENUATION EN COURS	POPULATIONS CIBLES BENEFICIAIRES	COÛT en USD pour les 5 ans	CONTRIBUTION BUDGET NATIONAL	CONTRIBUTION DES PARTENAIRES
Plan d'action multisectoriel de nutrition (2014-2018) en axe stratégique				
Axe1 **: Surveillance de la croissance et du développement de l'enfant**	Enfants de 0-59mois	**60 905 430**	Ministères et les structures impliquées	Tous les partenaires de la Nutrition
Axe2 : **Alimentation du nourrisson et du jeune enfant(ANJE)**	Enfants de 0-23mois	**24 944 135**	Ministères et les structures impliquées	Tous les partenaires de la Nutrition
Axe3 : **Lutte contre les carences en micronutriments**	Enfants de 0-59mois	**21 394 099**	Ministères et les structures impliquées	Tous les partenaires de la Nutrition
Axe4 : **Prévention des maladies chroniques liées à l'alimentation**	Toute la population	**5 429 316**	Ministères et les structures impliquées	Tous les partenaires de la Nutrition
Axe5 : **Nutrition scolaire**	Les élèves du 1er et du 2ième cycle	**400 080 859**	Ministères et les structures impliquées	Tous les partenaires de la Nutrition
Axe6 **: Production alimentaire familiale à petite échelle et transferts sociaux**	Les ménages	**50 083 221**	Ministères et les structures impliquées	Tous les partenaires de la Nutrition
Axe7 : **Communication pour le développement (CPD)**	La communauté	**4 975 477**	Ministères et les structures impliquées	Tous les partenaires de la Nutrition
Axe8 : **Renforcement de la participation communautaire en faveur de la nutrition**	La communauté	**2 172 048**	Ministères et les structures impliquées	Tous les partenaires de la Nutrition
Axe9 : **Système d'information en matière de la nutrition**	Tous les secteurs	**1 638 793**	Ministères et les structures impliquées	Tous les partenaires de la Nutrition
Axe10 : **Recherche appliquée et formation en nutrition**	Tous les secteurs	**2 286 949**	Ministères et les structures impliquées	Tous les partenaires de la Nutrition
Axe11 : **Promotion de la sécurité sanitaire des aliments**	Tous les secteurs	**563 018**	Ministères et les structures impliquées	Tous les partenaires de la Nutrition
Axe12 : **Préparation et réponse aux situations d'urgence**	Population vulnérable	**29 362 768**	Ministères et les structures impliquées	Tous les partenaires de la Nutrition
Axe13 : **Intégration systématique des objectifs de nutrition dans les politiques et programmes de développement et de**	Au niveau national	**182 563**	Ministères et les structures impliquées	Tous les partenaires de la Nutrition

protection sociale				
Axe14 : **Renforcement du cadre institutionnel**	Au niveau des ministères	**1 219 623**	Ministères et les structures impliquées	Tous les partenaires de la Nutrition

Coût total pour le pays s'élève à **: 605 238 299**

7. Conclusions et recommandations

La production céréalière du pays est jugée bonne dans l'ensemble même si des poches de mauvaise production sont signalées dans les zones habituelles de consommation du sahel occidental, et des régions du nord. Ce niveau de production nationale en plus des stocks reports de la campagne dernière aussi bien au niveau des paysans que des commerçants devra permettre d'assurer un approvisionnement correct des marchés en diverses denrées.

La bonne disponibilité des denrées alimentaires aussi bien au sud du pays que dans les régions du nord permettra le maintien des prix à un niveau proche ou légèrement supérieurs à la moyenne et inférieurs ou similaires à ceux de 2014 à la même période.

L'évolution des prix proches de la moyenne, le fonctionnement habituel des activités génératrices de revenus et les stratégies d'adaptation adoptées par les ménages permettent une accessibilité aux aliments durant la campagne de commercialisation en cours. Toutefois, dans les régions du nord en situation de reprise économique,

et dans le sahel occidental, les ménages très pauvres risqueront de souffrir de la baisse importante de leur productions agricoles et ou de revenus pour satisfaire leurs besoins.

L'amélioration de la situation sécuritaire dans le septentrion du pays a permis la poursuite des retours des populations déplacées et réfugiées ce qui améliore la situation économique et rehausse la demande sur les marchés aussi bien en céréales qu'en bétail.

Les appuis humanitaires en vivres programmés aussi bien par l'Etat que par les humanitaires permettront d'améliorer la situation des ménages agropasteurs pauvres dans les zones à risque identifiées.

Les conditions générales d'élevage sont globalement moyennes à bonnes au centre et au sud du pays et moyennes à mauvaises dans les régions de Tombouctou, Gao où une plus longue soudure pastorale est attendue.

Les différents marchés à bétail fonctionnent normalement dans le sud du pays et sont sujets à des perturbations sécuritaires dans les régions du nord. Toutefois, les échanges à travers les stratégies de déplacement vers d'autres marchés plus accessibles sur le plan sécuritaire permettent aux éleveurs de ces zones de disposer des revenus pastoraux. Les termes de l'échange bétail/céréales sont favorables aux éleveurs en cette période de baisse de prix des céréales et de bon prix pour le bétail. Ils sont dans l'ensemble meilleurs à ceux de 2014 et de la moyenne quinquennale. Toutefois, on s'attend à une dégradation de ces termes d'échange dans les zones de déficit fourrager vers les mois d'avril en raison du mauvais embonpoint qui engendrera la baisse du prix des animaux.

Recommandations

- Il apparait clairement que les marchés constituent un véritable maillon dans la sécurité alimentaire du pays à travers le rôle de distribution des denrées des zones excédentaires vers les zones déficitaires. Pour permettre aux marchés de jouer pleinement ce rôle il est recommandé de permettre la libre circulation des vivres aussi bien à l'intérieur qu'avec les pays voisins;
- Plaider pour l'achat des appuis humanitaires sur place en lieu et place des importations;
- Appuyer la réalisation de l'Enquête Nationale de Sécurité Alimentaires et Nutritionnelles.
- Mettre en œuvre un programme d'assistance alimentaire immédiate aux 410 000 Personnes en phase 3 et pire.
- Mettre en œuvre des actions de résilience (cash transfert, Vivres Contre Travail, Vivres Contre Actifs, Vivres Contre Formation, reconstitution de cheptel, aménagements de proximités, …) dans les cercles en insécurité alimentaire (phase 2 et plus);
- Poursuivre les appuis humanitaires et procéder à des actions de reconstitution des moyens d'existence à l'endroit des populations déplacées et réfugiées de retour.
- Reconstituer les stocks des banques de céréales en général et particulièrement celles qui ont été pillés par les occupants.
- Reprendre les ventes d'intervention de l'OPAM dans les régions de Tombouctou, Gao, Kidal dès que la situation sécuritaire le permettra et les poursuivre dans le Sahel Occidental.

- Assurer la disponibilité en aliment bétail de qualité à des coûts abordables dans le sahel occidental, les régions du nord entre mai et juin 2014 afin de limiter la mortalité du bétail qui risque de souffrir du déficit de pâturage.
- Programmer des appuis en semences dans les zones en difficultés pour la prochaine campagne agricole en prévention au risque de pénurie de semences ;

ANNEXES

Tableau 1 : Offres mensuelles sur les marchés de gros suivis par l'OMA au niveau national en janvier 2015

Céréales	Quantités entrées Janv. 2015	Quantités entrées Janv. 2014	Quantités entrées Moyenne janv. 5 ans
Mil	6226	3592	3284
Sorgho	2907	2421	2136
Maïs	4771	5087	3289
Riz Local	7709	6818	5077
Riz Importé BB	712	569	475
Riz Importé RM40	958	791	774
Total	**23283**	**19278**	**15035**

Source : OMA

Le niveau d'approvisionnement des marchés en janvier 2015 est supérieur à celui de l'année dernière à la même période d'environ 20% et à celui du niveau moyen des cinq dernières années de plus de 50% (cf. Tableau 1). Cette situation d'abondance des offres par rapport aux deux périodes s'explique par une abondance des stocks au niveau des paysans qui cherche à écouler pour les besoins pressant de liquidité.

Il existe aussi des stocks publics au niveau de l'Office des Produits Agricoles du Mali (OPAM). Ces stocks en fin janvier étaient constitués de :

- 4924,4 tonnes de mil/sorgho pour une moyenne de 35000T du stock national de sécurité ;
- 1547,160 tonnes de riz pour un stock moyen de 25000T du Stock d'intervention de l'État (SIE).
- 201,5 Tonnes en stock commercial.

2- Flux internes

Les principaux marchés d'approvisionnement des marchés du Mali sont entre autres :

Pour l'ouest du pays, Sikasso, Ségou, Bamako, Niono, Kolokani, Didiéni, Diéma, Kita, Kéniéba, Mahina, Koutiala, Bla;

Pour l'est du pays : Sikasso, Niono, Koutiala, Bla, Bankass, Koro, Bougouni.

Les céréales et les légumineuses (arachide, niébé, sésame) collectées sur ces marchés se retrouvent sur les principaux marchés de consommation du pays.

Tableau 2 : Circuit de commercialisation des céréales

Spéculations	Zones de production	Zones de transit	Zones de destination
Mil, sorgho	Inter fleuve de San , Ségou, Bankass, Koro et la région de Sikasso, Séno, Kita, Koutiala,	San, Ségou, Sikasso, Koutiala, Mopti, Bamako,	Mopti, Kayes, Gao, Bamako, Gossi et la région de

	Diema, Didiéni, Monimpé, Bla	Kayes	Tombouctou, le sahel occidental, Kayes
Riz local	Office Niger, Inter fleuve, San, région de Mopti, Diré, Tombouctou, Sikasso	San, Bamako, Sikasso, Mopti, Kayes, Bla	Bamako, Ségou, Koutiala, San, Sikasso, et Kayes, Koulikoro
Maïs	Sikasso, Koutiala, Kita, Keniéba, Diéma	Sikasso, Koutiala, Niono, Diéma, Kayes,	Sikasso, Bamako, Kayes, Ségou